

Ce grand article est lié à la pétition en ligne qui se trouve à cette adresse
: bit.ly/VOTEecorenaissance

GRANDE SYNTHÈSE

RENAISSANCE
ÉCONOMIQUE

La crise est mondiale : il faut une solution mondiale.

Dans ce monde ultra connecté et le nouveau rythme de vie qu'a imposé le confinement, il est difficile d'échapper aux questions et inquiétudes soulevées par le Coronavirus.

Difficile d'échapper à toutes ces informations, toutes ces tribunes, toutes ces analyses de toutes sortes, venant de droite comme de gauche. Si je ne peux toujours pas avoir la moindre compétence en matière médicale ou sanitaire, j'ai l'impression que je finis par mieux comprendre les questions économiques ou politiques, ou du moins je finis par développer un certain appétit pour ces sujets omniprésents. Pour tous les copains dont cet afflux de données provoque des aigreurs d'estomac, il s'agit d'aller chercher d'autres centres d'intérêt, de changer de sujet, de changer de fréquence, d'écouter de la musique, de regarder des films légers, de rêver du retour à la « vie d'avant ».

Je devrais rêver comme eux, de la vie qui va revenir.
Je devrais m'inquiéter comme eux de ce qui manque.
Je travaille dans les métiers du spectacle, de l'audiovisuel et des arts numériques et je devrais m'inquiéter, comme beaucoup de mes amis, de la façon dont on va partager des choses sur scène, dans les musées ou dans les cinémas. De la façon dont on va se mettre à construire des films, créer un nouveau rapport au spectateur, mettre en scène de nouveaux contacts humains...
Je devrais m'inquiéter des moments de partage qui manquent.
Des barbecues, des apéros, des bons moments qui manquent...

Mais je n'arrive pas à voir de sujet plus brûlant que l'urgence climatique.

Je n'arrive pas à voir de solution plus brûlante que la fin de l'évasion fiscale.



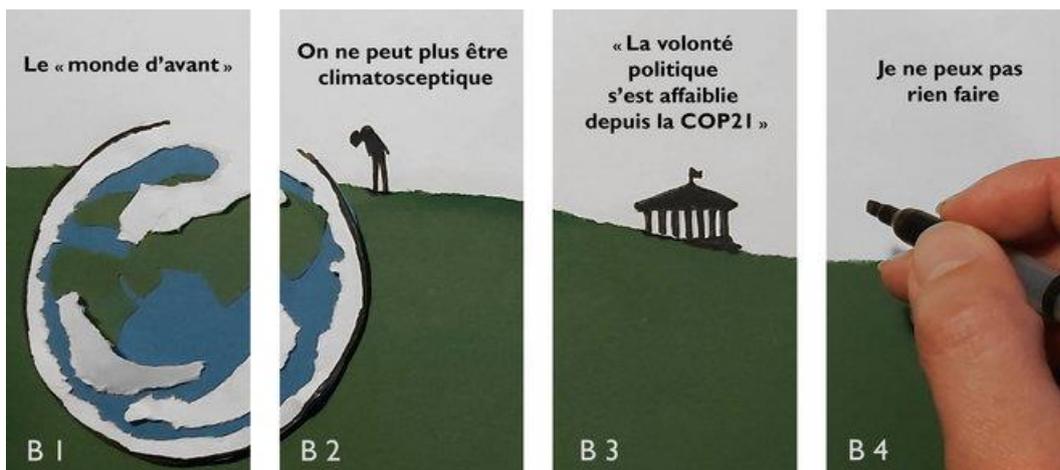
Pour avancer vers une proposition concrète d'alternative à la situation mondiale contre laquelle tout semble impossible, je vous propose ce grand texte qui se découpe en trois grandes parties :

Une première partie qui expose le contexte de cette « **grande synthèse** ».

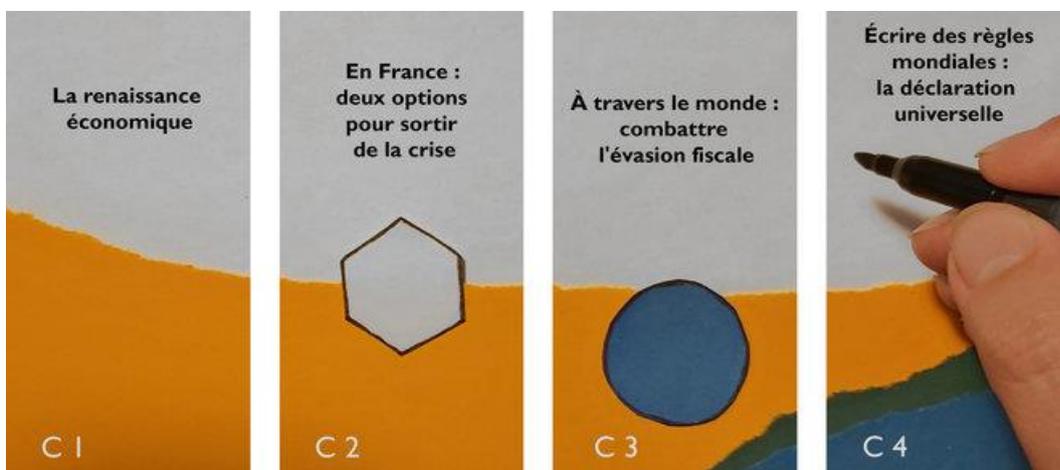
Au fil de votre lecture, vous retrouverez les images suivantes pour savoir où vous en êtes :



Une deuxième partie de la « **grande synthèse** » avec les thématiques suivantes :



Puis l'exposition du projet qui tourne autour du concept de « **renaissance économique** » :



Enfin j'exposerais rapidement les actions que chacun est libre de faire pour faire avancer ce projet (comme par exemple voter en suivant le lien bit.ly/VOTEecorenaissance).

Ainsi qu'une liste non exhaustive (mais déjà bien assez longue) de destinataires qui pourraient être concernés ou même acteurs de cette « renaissance économique ».

Je vois bien, au milieu de toutes ces informations sur le web, dans mes journaux, sur Facebook, sur Twitter, que je ne suis pas le seul à voir cette urgence.

J'entends **Nicolas Hulot** parler d'une « profonde crise de civilisation » dans la matinale de France inter le 5 mai dernier. J'entends bien son « juste échange » face au « libre échange ». Je comprends sa « troisième voie possible entre un protectionniste qui pourrait ressembler presque à du nationalisme, et un néo-libéralisme qui a commis les excès et les affres que nous connaissons ». Je l'entends espérer « qu'on arrête d'avoir en 24 h des produits venus du bout du monde avec les impacts écologiques que l'on connaît. Que tant que nous nous accommoderons qu'un pan entier de l'économie échappe à l'impôt et à la solidarité, nous serons condamnés au nord à l'austérité et au sud à la pauvreté ».

J'entends aussi ce mouvement initié en 2018 par **Juliette Binoche** et l'astrophysicien **Aurélien Barrau** qui est co-signé par 200 personnalités (dont **Alain Delon**, **Patti Smith**, **Charles Aznavour**, **Antoine de Caunes**, **Bradley Cooper**, **Karin Viard**, **Louane** et tant d'autres...). J'entends cet appel à une action politique « ferme et immédiate » face au changement climatique. J'entends « Le plus grand défi de l'histoire de l'humanité ».

J'entends l'économiste bangladais **Muhammad Yunus** espérer dans une tribune du Monde que « la crise du coronavirus nous ouvre des horizons illimités pour tout reprendre à zéro ».

J'entends l'économiste **Gaël Giraud** et le haut fonctionnaire **Nicolas Dufrêne** expliquer comment financer une politique ambitieuse de reconstruction écologique.

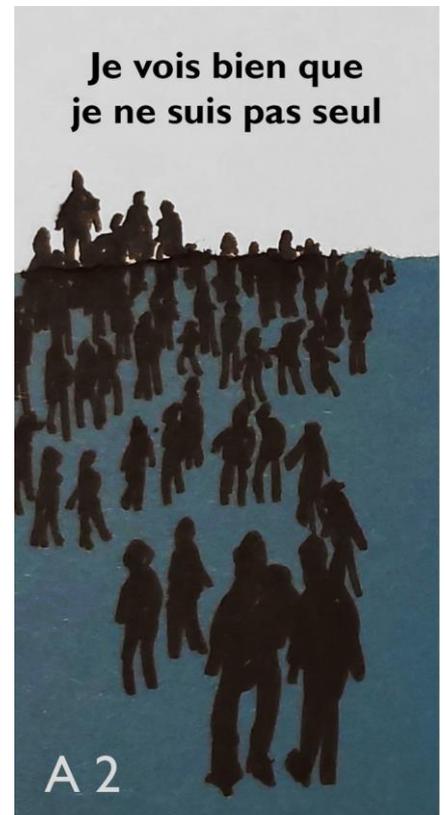
Je vois bien le très bel appel de **Vincent Lindon** qui se demande « comment dans un pays si riche » on ne pourrait pas imaginer une opération « Jean Valjean ». Je vois bien dans ses mots,



Vincent Lindon le 6 mai sur Médiapart

cette vision désabusée d'un monde politique inconditionnellement accroché depuis 30 ans à l'idée que la solidarité sociale est la seule grande raison de l'augmentation de la dette publique. Je le vois bien chez lui, comme dans le « ils ne lâcheront rien » de **Frédéric Lordon**, dans le terrible « nous avons plus généralement des présidents taillés pour s'emparer du pouvoir, mais qui ne savent pas quoi en faire une fois qu'ils l'obtiennent » de **Jean Marc Jancovici**, ou dans l'exposition du « déni inégalitaire » qui fait suite au « déni climatique » de **Thomas Piketti**.

Je vois bien la création du Conseil National de la Nouvelle Résistance, annoncée le 13 mai dernier par les membres qui l'ont créé : des résistants qui avaient rédigé en 1944 un programme intitulé « Les Jours heureux », ainsi que des personnalités telles que **Anne**



Eydoux, Dominique Bourg, Samuel Churin, Clotilde Bato, Yannick Kergoat, Jean-Marie Harribey, Pauline Londeix, Gilles Perret, Denis Robert et tant d'autres...

J'entends bien le « plus jamais ça » des 18 responsables d'organisations syndicales, associatives et environnementales (parmi lesquels **Philippe Martinez**, au nom de la CGT, **Aurélie Trouvé** au nom d'Attac, **Jean-François Julliard** au nom de Greenpeace et **Cécile Duflot** au nom d'Oxfam). J'entends bien cet appel « à reconstruire ensemble un futur, écologique, féministe et social, en rupture avec les politiques menées jusque-là dans un désordre néolibéral ».

Je vois bien des initiatives singulières, telle que ces 90 dirigeants de grandes entreprises françaises et internationales (dont **Bernard Arnault de LVMH** et **Yannick Bolloré de Vivendi**) qui cosignent avec **Jean-Laurent Bonnafé** (administrateur et directeur général de BNP Paribas) une tribune publiée dans le « Monde » du 3 mai, qui invite à une « mobilisation collective pour faire de la relance économique un accélérateur de la transition écologique ».



Jean Laurent Bonnafé, administrateur-directeur-général du groupe BNP Paribas

Je vois bien des économistes — connus pour être libéraux, voire néolibéraux, tels que **Alain Minc**, **Mario Draghi**, **Dominique Strauss-Kahn**, **George Soros**, **François Leclerc** ou encore **Guy Verhofstadt** aborder chacun avec sérieux le gel de la dette publique pour en faire une dette perpétuelle, une idée diffusée dans le journal **Alternatives économiques** (proches des théories économiques, régulationnistes ou post-keynésiennes, bref d'une ligne éditoriale politiquement classée très à gauche) dont l'origine est à chercher dans la dernière campagne présidentielle des insoumis. **François Lenglet** l'envisage sur **LCI**. Même le très libéral quotidien britannique **Financial Times** en a fait la « meilleure idée mise sur la table parmi toutes les propositions avancées ». Je vois bien que des choses sont possibles. Que les esprits s'ouvrent.

Je vois bien aussi ce mouvement de militants engagés à gauche (dont **Geneviève Azam**, **Clémentine Autain**, **Olivier Besancenot**, **Christophe Bonneuil**, **Thomas Coutrot**, **Yves Frémion**, **Noël Mamère** ou encore **Pablo Servigne**) qui lancent dans une tribune du monde du 14 avril un appel pour construire après l'épidémie un monde qui ne repose plus sur un « individualisme égoïste et concurrentiel promu par le néolibéralisme », mais qui propose « des modèles alternatifs ».

Je vois bien le même type de mouvement organisé le même jour par l'ancien député socialiste **Christian Paul** et le journaliste économique **Guillaume Duval**, qui rassemble un très large panel politique au sein de la gauche : **Raphaël Glucksmann**, **Yannick Jadot**, **Sandra Regol**, **Eric Piolle**, **Guillaume Balas**, **Claire Monod**, **Ian Brossat**, **Pierre Laurent**, **Cécile Duflot**, **Najat Vallaud-Belkacem**, **Rony Brauman**, **Christophe Aguiton**, **Thomas Piketty** et tant d'autres... Tous prêts à se réunir à l'automne pour la « convention du monde commun ».

Je vois bien cette soixantaine de parlementaires de différentes sensibilités politiques se rassembler pour créer la plateforme « Le jour d'après » pour rassembler les idées



Convention citoyenne pour le Climat le 18 mai

et **préparer les combats à mener pour le climat, la biodiversité, la solidarité, la santé et la justice sociale.**

De même je vois bien les 150 Français de La Convention citoyenne pour le climat (mis en place par **Emmanuel Macron** suite à une requête de **Cyril Dion** et **Marion Cotillard**).

Je suis avec attention les projets pour repenser l'écologie dans toutes les questions de notre quotidien. Dans notre façon de se nourrir, de se loger, de travailler, de produire, de se déplacer, de consommer. Je vois bien ce travail colossal et appliqué avec un comité de gouvernance qui donne les moyens et le temps qu'il faut pour permettre tout ce travail. Je vois bien l'aide d'intervenants brillants et éclairés. J'entends bien lorsque quelques-uns de ces citoyens (tirés au sort) sortent de l'anonymat pour prendre part à des débats, que ces propositions seront d'une très grande qualité.

Mais alors quoi ?

Pourquoi ai-je l'impression que le gouvernement va préférer écouter le MEDEF que ces citoyens pour le climat ? Pourquoi est-ce que j'ai la sensation que le gouvernement français est totalement sourd à tous ces appels, même lorsqu'ils viennent de son propre rang idéologique ?

Pourquoi est-ce que j'ai l'impression que malgré toutes ces initiatives ici en France et partout dans le monde, nous allons rater le virage écologique alors qu'il est plus que temps de le prendre ?

Pourquoi est-ce que j'ai cette sensation que personne ne veut s'inquiéter des catastrophes écologiques inéluctables qui arrivent ?

Pourquoi est-ce que j'ai l'impression d'être le seul à penser que les crises à venir seront beaucoup plus graves que cette petite crise du Coronavirus ?



"climate action summit" le 23 septembre 2019 à l'ONU

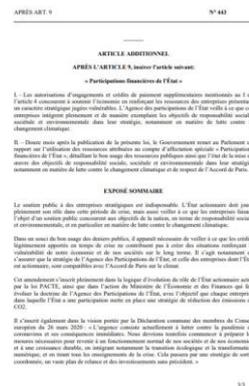
Pourquoi j'ai des larmes qui embrument ma vision en repensant au « How dare you » que **Greta Thunberg** a lancé aux Nations Unies le 23 septembre 2017 ?

« Comment osez-vous ? » a-t-elle lancé avec aplomb et une émotion viscérale. « Vous ne parlez que d'argent et des contes de fées de croissance économique éternelle. Depuis plus de 30 ans, la science est claire comme de l'eau de roche. Comment osez-vous regarder ailleurs ? »
« How dare you ? »

Pourquoi est-ce que je sens qu'aucune autre occasion que cette crise du coronavirus ne permettra d'initier les changements nécessaires ?

Pourquoi est-ce que seulement 4 jours après avoir déclaré qu'« il nous faudra bâtir une stratégie où nous retrouverons le temps long, la possibilité de planifier, la sobriété carbone, la prévention, la résilience qui seules peuvent permettre de faire face aux crises à venir », notre président **Emmanuel Macron** participe au déblocage de 20 milliards d'Euros pour soutenir les entreprises les plus polluantes de France, et ce, sans soumettre aucune condition de relance, sans aucune contrainte écologique, ni aucune astreinte en termes de maintien de l'emploi ou de versement des dividendes ?

Si l'on regarde cet amendement de l'assemblée nationale (le déblocage de ces 20 milliards d'Euros), il est question régulièrement de jolis mots tels que « compatibles avec l'Accord de Paris sur le climat » ou de « stratégie de réduction des émissions de CO2 ». Mais le cœur de cet amendement, c'est le dernier paragraphe qui annihile toute volonté de sortir d'une société ultra carbonée en s'inscrivant dans la vision portée par la Déclaration commune des membres du Conseil européen du 26 mars 2020 : « L'urgence consiste actuellement à lutter contre la pandémie de coronavirus et ses conséquences immédiates. Nous devrions toutefois commencer à préparer les mesures nécessaires pour revenir à un fonctionnement normal de nos sociétés et de nos économies et à une croissance durable, en intégrant notamment la transition écologique et la transformation numérique, et en tirant tous les enseignements de la crise. Cela passera par une stratégie de sortie coordonnée, un vaste plan de relance et des investissements sans précédent. »



Amendement N°443 de l'Assemblée Nationale (du 16 avril 2020)

Le **conseil européen** lance un vaste plan de relance et des investissements sans précédent. Et bien sûr en intégrant la transition écologique...

Et vous savez qui l'Union européenne a mandaté pour veiller à ce que ce plan de relance sans précédent soit bien en accord avec les problématiques environnementales : **Black Rock** ! Eh oui ! C'est bien connu, en tant que gestionnaire d'actifs le plus puissant au monde (7 000 milliards de dollars américains, soit plus de 2 fois le PIB de la France, la 7e puissance mondiale) Black Rock est le plus compétent en matière de questions environnementale ! (voir l'info révélée dans the Guardian du 12 avril).



Cette aide colossale et cette nomination totalement dénuée de bon sens ne sont qu'un épiphénomène au milieu d'un mouvement mondial de relance à tout prix. Partout dans le monde, chaque gouvernement met en danger la santé des uns et des autres en accélérant par tous les moyens la sortie du confinement. C'est comme si le monde d'avant était forcément beaucoup mieux que celui dans lequel on vit depuis le début de ce confinement.

Alors je vais aller sur un terrain glissant, parce que la question est plus vaste que ça. Mais honnêtement : qu'est-ce qui dans notre quotidien de confiné est moins bien que dans le « monde d'avant » ?

Mettons de côté les contacts sociaux, les sorties au café ou au restaurant, les moments d'échanges dans les parcs, dans les festivals, dans les théâtres, les cinémas, au bord d'un terrain de foot, dans un gymnase, sur la plage, dans la montagne, dans un club, une salle de réunion. Tout ça on sait qu'on le retrouvera un jour, quoi qu'il se passe. On ne peut pas dire quand précisément, ni comment s'opérera le retour à cette vie-là, mais il n'y a aucun doute là-dessus : nous retrouverons un jour ces moments précieux qui construisent notre vie sociale.

Mais pour le reste ?

Qu'est-ce qu'on apprend de ce confinement ?

Personnellement, je n'ai jamais vu autant de monde chez les petits commerçants.

Bien sûr il y a aussi beaucoup du monde dans les supermarchés, mais beaucoup moins. Ça devient même carrément agréable d'y faire ses courses.

Les produits sont de moins en moins exotiques.

On trouve les produits de saisons. Et on s'y fait très bien. Sans doute les produits sont plus frais aussi, du fait de la façon dont l'approvisionnement a dû s'improviser. Chacun prend son mal en patience dans les files d'attente (en respectant comme on peut les gestes barrières, les distances sanitaires). On apprend à prendre notre temps. On se met même à discuter avec ces inconnus qui attendent eux aussi. Cette situation créée parfois de l'exaspération, de l'impatience, mais finalement, chacun finit par trouver ce qu'il cherche. Chacun s'adapte à cette lenteur. Chacun construit le confort dont il a besoin dans le rythme plus lent de cette vie confinée.



On se met malgré nous à s'ouvrir sur le monde qui nous entoure. On a pu voir des animaux prendre une place qu'ils n'avaient pas. On a pu voir le printemps sortir de l'hiver. Au fil des jours, les bourgeons arriver, les fleurs en sortir...

On a quitté la course à la productivité et l'intensité du planning chargé.



Certains ont trouvé l'occasion de planter et de cultiver des légumes, des fruits ou des fleurs, seuls ou en famille, sur des bouts de jardin jusqu'ici mal entretenus parce que les week-ends étaient toujours trop courts...

On est simplement dans le temps qui passe.

Dans le temps qu'il faut pour chaque chose. Se faire à manger. S'occuper de nos proches. Découvrir nos voisins. Appeler un ami. Les mots sont plus longs. Les silences sont moins graves.

On trouve le temps que l'on ne trouvait jamais.

On ne souffre plus de la pollution. L'impact de cette baisse d'activité sur le rejet de CO² est indiscutable, comme on pouvait le voir en chine dès le 19 février 2020.

On ne souffre plus non plus du perpétuel bruit de moteur. Chez moi le bruit de l'autoroute est habituellement omni présent sur les collines environnantes. À présent ce bruit de fond a

totallement disparu. Le bruit de la nature a repris ses droits. Le bêlement d'un mouton. Le sifflement du vol d'un insecte. Les cloches lointaines de quelques vaches. La mélodie d'un oiseau. Le frottement d'un lézard au milieu des herbes sèches.

Beaucoup prennent goût au télétravail et à tout ce qu'ils arrivent à réaliser sans avoir à faire quotidiennement des heures de transports.

Bien sûr, la vie n'est pas si douce pour nombre de nos concitoyens. Pour ceux qui vivent à plusieurs dans des lieux exigus, dans des tours sans ascenseur en état de marche alors qu'ils vivent au 8e, au 12e ou même parfois au 20e étage. Imaginer les allers-retours avec une poussette, les difficultés des personnes âgées...



Et souvent dans ces aléas du quotidien, une entraide s'organise, les uns font les courses pour les autres. Les brouilles anciennes laissent leur place à une solidarité de bon sens. Les uns font attention aux autres. La vie reprend comme elle peut, dans les contraintes du confinement. Dans les frôlements des couloirs et des cages d'escalier. Dans les discussions plus ou moins bruyantes d'un balcon à un autre. Face à la démission tragique de l'État (chaque année de pis en pis, au fil des plans d'austérité), partout les habitants improvisent avec les moyens du bord, des mouvements de solidarité comme par exemple la distribution de nourriture dans certains quartiers de Seine Saint-Denis, de Lyon, de Toulouse, ou de Marseille.

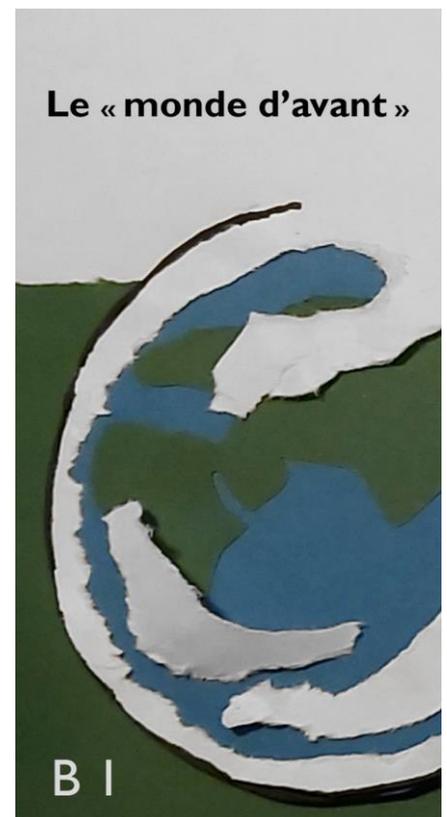
Ce nouveau rythme de vie touche tout le monde à travers le monde, comme on peut le lire sous la plume de **Cristina Comencini en Italie**, où grâce aux témoignages qui nous parviennent des USA, d'Inde, d'Amérique latine, d'Afrique centrale, d'Afrique du Nord, d'Afrique du Sud, de Russie, d'Australie, ou de Chine.

Comme le disait l'astrophysicien **Aurélien Barrau** le 14 avril, « n'oublions pas que le nombre de morts, à ce jour, dus au covid-19 pour la totalité de la planète, est égal au nombre de morts fait, en 2 jours, par la faim et la pollution en temps normal. Donc il faut quand même remettre les choses en perspective ».

Il avait publié d'autres chiffres de comparaison le 28 mars, avant de conclure : « cela ne rabaisse en rien la gravité de ce qui advient et qui va empirer, évidemment. Cela ne doit surtout pas légitimer une appréhension du tragique en termes purement comptables.

Mais cela invite néanmoins à un peu de décence quant à notre perception du monde quand tout allait bien. »

Le « monde d'avant », le « monde quand tout allait bien » qu'on s'empresse de vouloir retrouver, n'est peut-être pas aussi bien qu'on voudrait le croire. Il y aurait peut-être deux trois choses à apprendre de cette période de confinement...



Comme le dit si bien **Axel Lattuada** dans sa chaîne Youtube « **et tout le monde s'en fout** » : « Tu ne penses pas que le confinement, c'est un peu le moment idéal pour se demander dans quel monde on a envie de mettre les pieds quand ce sera fini ? »

Et pour envisager ce nouveau monde, il faut partir d'une évidence :

On ne peut plus être dans le déni climatique.

On ne peut plus être climatosceptique en 2020.
Face à tout le chantier qui nous attend, on ne peut plus perdre ce temps.

Quand on voit la géniale synthèse de 3 min intitulée « Climatosceptiques : la science, le doute et le déni » de la chaîne Youtube « Datagueule », on se dit que le doute et le déni ne sont plus permis.

À l'automne 2015, **François Hollande** a accueilli près de 150 chefs d'État pour la plus grande conférence internationale sur le climat. Il s'agissait de la 21e Conférence des parties (d'où le nom COP21). En même temps que la COP21, s'est tenu le Sommet des élus locaux pour le climat à l'initiative d'**Anne Hidalgo** où se réunissaient 700 élus locaux du monde entier qui se sont engagé à aller vers 100 % d'énergies renouvelables et à une réduction des émissions carbone des villes de 80 % d'ici 2050.

À l'issue de la COP 21, tous les chefs d'État ont signé ensemble « **l'accord de Paris** », dont l'expression est devenue une véritable norme internationale. En tant que français on ne peut plus ignorer ces faits. On devrait être fiers de ce colossal consensus diplomatique né sur notre territoire. Il a fallu des réunions à travers le monde depuis 1979 pour arriver à cette entente internationale.

On devrait se battre pour que cet accord soit suivi de faits concrets.

Si tous les pays signataires n'atteignent pas les objectifs signés à la COP21 - que certains résument avec l'expression « neutralité carbone » - le réchauffement climatique peut avoir des conséquences désastreuses. Nous voyons déjà les premiers résultats de ce phénomène avec des étés caniculaires et incendiaires (comme en Australie entre septembre 1919 et janvier 2020), des journées à 50 °C (comme en Inde en mai 2016) et des hivers sans neige (tel qu'on le voit chaque année de pis en pis depuis 10 ans dans toutes les stations de ski).



2 mois de feux de forêt en Australie : au 14 janvier 2020, les rapports font état d'environ 18,6 millions d'hectares brûlés, 5 900 bâtiments détruits (dont 2 779 habitations) et au moins 34 morts

On peut trouver sur internet une liste de 150 scientifiques reconnus qui défendent des thèses climatosceptiques. Mais que vaut cette poignée de chercheurs face à 97 % des scientifiques du monde entier (soit plusieurs millions de personnes) qui reconnaissent qu'il y a bien un lien entre les activités humaines et le réchauffement climatique.

Les faits sont là, prouvés et rapportés par les experts internationaux du GIEC.

Rabâchés depuis 30 ans par tous les plus grands spécialistes.



New Orléans (USA) les ravages de la tempête Katrina

Le nombre de cyclones d'intensité 4 et 5 a presque doublé en nombre et en proportion entre 1970 et 2004 (voir ce rapport), la surface des glaces de mer est passée de 8,5 millions de km² en 1975 à 5,5 millions de km² en 2010 (voir ce rapport), le bilan de masse des calottes polaires de l'Antarctique et du Groenland est négatif depuis l'an 2000 environ, et en juillet 2015, une équipe internationale de 17 climatologues ont publié une étude qui conclut au caractère hautement dangereux de cette situation (« highly dangerous »). Entre

un tiers et la moitié du pergélisol de l'Alaska n'est plus qu'à un degré de la température de dégel. En Sibérie, des lacs issus du dégel du pergélisol se forment, provoquant des dégagements importants de méthane de l'ordre de 14 à 35 millions de tonnes par an sur l'ensemble des lacs arctiques. L'analyse au carbone 14 de ce méthane prouve que celui-ci était gelé depuis des milliers d'années (voir cet article).

Le recul actuel de la mer de Glace à Chamonix découvre des vestiges humains du Moyen Âge (voir ce rapport). Le recul des glaciers de montagne est acté dans des proportions plus qu'inquiétantes par les spécialistes du GIEC, aussi bien à l'ouest de l'Amérique du Nord, qu'en Asie, dans les Alpes, en Indonésie, en Afrique (dont le Kilimandjaro) ou dans les régions tropicales et subtropicales d'Amérique du Sud (voir cet article).

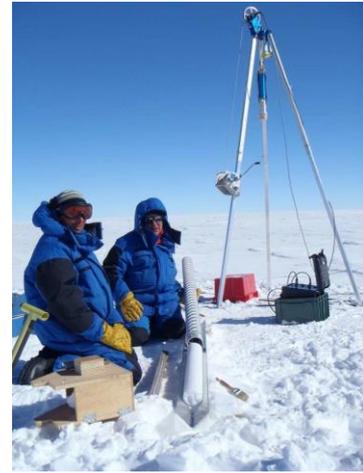


La mer de glace (Chamonix) depuis le sentier des refuges, à l'arrière-plan les Grandes Jorasses

On estime que le niveau de la mer s'est élevé d'environ 1,7 mm/an entre 1961 et 2003, à 3,4 mm/an depuis 1993 (voir ce rapport).

Le taux d'acidité des océans a augmenté de 26 % en raison de la forte hausse des émissions de dioxyde de carbone (voir ce rapport). Les eaux des océans en absorbent près du tiers des quantités relâchées dans l'atmosphère en s'acidifiant ; cette acidité contribue à la chute de la biodiversité (voir cet article).

Grâce à l'étude des carottages de glace et plus précisément de l'analyse de la composition isotopique de l'oxygène piégé dans la glace, les chercheurs peuvent étudier l'histoire du climat en Antarctique depuis 800 000 ans. Ces carottages ont ainsi permis de montrer que la teneur en CO₂ dans l'atmosphère a augmenté de 30 % durant le dernier siècle alors qu'elle était à peu près stable sur tous les siècles précédents (voir [cet article](#)). Selon les reconstitutions de températures réalisées par les climatologues, la dernière décennie du XXe siècle et le début du XXIe siècle constituent la période la plus chaude des deux derniers millénaires. Notre époque serait même un peu plus chaude (de quelques dixièmes de degrés) que ne le fut l'optimum climatique médiéval (voir [cet article](#)).



Selon les conclusions du rapport de 2001 des scientifiques du GIEC, la cause la plus probable de ce réchauffement dans la seconde moitié du XXe siècle est le « forçage anthropique », c'est-à-dire l'augmentation dans l'atmosphère des gaz à effet de serre résultant de l'activité humaine (voir [ce rapport](#)). D'ailleurs en 2003, l'Union Américaine de Géophysique a prouvé que « les influences naturelles ne permettent pas d'expliquer la hausse rapide des températures à la surface du globe » (voir [ce rapport](#)). Et de nombreuses études encore plus récentes (et plus alarmantes) sont aussi présentées [sur la plateforme du « Intergovernmental Panel on Climate Change »](#) (IPCC, traduction du GIEC)

La côte Vendéenne (en France)
suite à la tempête Xynthia en février 2010



Une des conséquences du réchauffement planétaire est une montée du niveau des océans (lié d'un côté à l'augmentation de la dilatation thermique et d'un autre côté à l'apport d'eau supplémentaire provenant de la fonte des glaciers continentaux et des calottes polaires). Étant entendu que l'augmentation déjà observée ces dernières années n'est que « la partie immergée de l'iceberg ».

La [circulation thermohaline](#) qui assure le renouvellement des eaux profondes océaniques et de la relative douceur du climat européen est directement menacée par le réchauffement climatique (voir [ce rapport](#))

Et tous ces rapports indiscutables ne concernent que le réchauffement climatique !

Il y aurait encore beaucoup à dire sur l'agriculture intensive, sur la pollution industrielle ou électromagnétique, sur la surexploitation et l'appauvrissement des sols, sur les pesticides qui font disparaître (entre autres) les abeilles qui assurent la pollinisation (et donc la survie et l'adaptation des plantes, le maintien de la biodiversité et l'équilibre des écosystèmes), sur la déforestation, sur les déchets chimiques qui polluent les cours d'eau, des nappes phréatiques et les sources d'eau potable (qui représente 2.8% de l'eau du monde), ou sur les déchets plastiques qui envahissent nos rivières, nos mers et nos océans...



Je repense souvent à cet interview insensé de la militante écologiste **Claire Nouvian** sur CNews le 6 mai 2019. Le manque de déontologie du journaliste **Pascal Praud** y était aussi



Claire Nouvian dans "l'heure des pros" sur CNews le 6 mai 2019

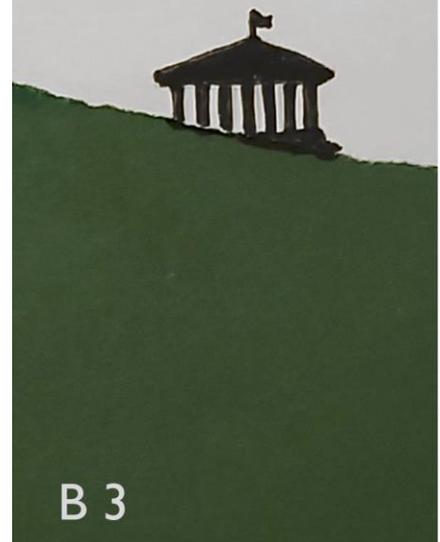
ahurissant que la suffisance de tous ses invités climatosceptiques (**Michel Chevallet**, journaliste scientifique, **Élizabeth Lévy**, fondatrice et directrice du journal conservateur Causeur, **Bernard Debré**, homme politique de droite, **Frédéric Dabi**, directeur général adjoint de l'institut de sondage Ifop, **Gérard Leclerc**, journaliste, et **Jacques Séguela**, publicitaire). Je revois l'air ahuri de Claire Nouvian au milieu des invectives de toutes

les personnes autour de la table. J'imagine qu'elle croit être montée dans une machine à remonter dans le temps et que ses interlocuteurs parlent comme on parlait il y a 30 ans, balayant le problème du réchauffement climatique avec des rires entendus ou des positions outrées de ne pouvoir s'exprimer. Je revois Claire Nouvian devenir folle de comprendre qu'il y a encore tellement à faire pour faire entendre l'urgence climatique. Je la revois comprendre que tous ces interlocuteurs ont un pouvoir médiatique qui popularise leur vision rétrograde dans les milieux intellectuels. Alors qu'il y a tellement à faire. Tellement d'autres combats à accomplir que de perdre son temps à tenter de convaincre ces climatosceptiques.

Dans un entretien dans le point de mai 2019, le patron de l'Agence internationale de l'énergie, **Fatih Birol**, explique que « la volonté politique s'est affaiblie depuis la COP21 de Paris. C'est malheureux. Certains pays, comme la France et l'Allemagne, ont gardé cette volonté, de façon très forte. L'Europe est une merveilleuse source d'inspiration pour le monde. Mais elle ne pèse que 11 % des émissions de CO2. »

Dès son arrivée à la Maison Blanche en 2017, **Donald Trump** a retiré la signature des USA des accords de Paris en déclarant « J'ai été élu pour représenter les habitants de Pittsburgh, pas de Paris. ». En août 2018, l'Australie a renoncé à inscrire dans la loi ses engagements de l'accord de Paris. Heureusement, la Chine et la Russie affichent encore une position ferme vis-à-vis de leurs signatures des accords de Paris. Mais qu'en sera-t-il partout dans le monde de la mise en œuvre de ces engagements, au milieu de tous les besoins que nécessite la sortie de crise du Coronavirus ?

« La volonté politique s'est affaiblie depuis la COP21 »



Je regarde tous les copains s'inquiéter pour leur statut d'intermittent, pour la rentrée de leurs enfants, pour le retour à la vie normale, pour le retour au travail, et j'ai comme la sensation que je ne suis pas connecté aux mêmes problématiques. Rien de tout ça ne m'inquiète. Il y a tellement (TELLEMENT) plus grave.

Comme le dit sur Instagram le romancier **Nicolas Mathieu** lors de son jour 12 ou 13 de confinement : « J'espérais que ce moment ferait brèche dans l'opacité de ce verbiage. J'imaginai un réveil en sursaut, comme en plein cauchemar. Que dalle. Dans les palais, ça cause toujours, comme ça tactique, ça louvoie. Chez les enfants gâtés, on fait comme d'hab, on transforme chaque minute en occasion de jouir. Les drames sont définitivement solubles dans le lifestyle. L'exhibition des desserts et la course au bonheur se poursuivent peinard. On fera du yoga jusqu'en enfer. »

Je regarde tout le monde s'activer comme il peut dans ce déconfinement.

Chacun cherchant à reconstruire sa « vie d'avant ».

Chacun cherchant comment faire avec les nouveaux gestes « barrière ». Il y a tellement de réponses à trouver dans notre quotidien. Tellement de zones encore incertaines dans notre nouvelle façon de vivre. « Nous devons vivre avec l'incertitude », comme le dit le philosophe **Edgar Morin** (dans un interview du CNRS du 6 avril 2020)



Il faut « relancer l'économie » et en même temps, il ne faut pas repartir dans une « nouvelle vague » de pandémie.

Chacun gère à sa manière la complexité de cette situation. Chacun interprète les recommandations gouvernementales à sa sauce. C'est difficile pour chacun de prendre de grandes décisions qui engagent des frais à venir, que ce soit pour des projets familiaux ou des investissements professionnels. C'est comme si on marchait sur du sable mouvant. Comme si on construisait en zone inondable...

Au milieu de tout ça, j'ai l'impression que l'urgence climatique disparaît complètement. C'est comme si ce sujet était totalement occulté par les personnes en charge de relancer l'économie de la France et de l'Europe. D'importantes sommes d'argent sont débloquées dans l'urgence mais rien ne garantit qu'elles seront investies dans une dynamique de baisse de rejet de CO2.



© Christophe Thollet

Depuis plusieurs semaines, j'essaie de faire entendre à mes amis que la dette n'est qu'un problème accessoire, que l'augmentation de la dette publique n'est pas causée par des charges de fonction publique trop importantes, mais simplement le fruit d'une évasion fiscale galopante. J'essaie de faire comprendre qu'on se trompe de problème. Mais C'est comme si je parlais chinois. Mes copains me disent que le fait de mieux comprendre la situation ne change rien au problème. Et ils ont en partie raison. Le fait de prendre conscience de ces réalités ne nous permet de faire que la moitié du chemin... Il y a encore beaucoup à faire (j'y arrive dans 3 minutes).

Au fond, je devrais faire comme eux : m'inquiéter des choses sur lesquelles je peux agir, m'inquiéter de mon avenir à très court terme ?

Mais je ne peux pas m'empêcher de penser qu'**en 2030, il sera trop tard pour agir sur la baisse de rejet de CO2.**

Nous savons que la température mondiale atteindra une hausse de 1,5 degrés d'ici à 2100, c'est inévitable.

Nous savons (des milliers d'expert l'annoncent dans les rapports du GIEC) qu'on ne peut rien faire face à ça. Une hausse de 1,5 degré engendrera des montés des eaux, des migrations climatiques, l'extinction de plusieurs milliers d'espèces et des météos extrêmes auxquelles il faudra faire face, auxquels on commence déjà à faire face. On sait qu'on y sera quoi qu'on fasse.

1 ou 2 degrés de plus que cette prévision de 1.5°, ça n'a l'air de rien sur nos petits thermomètres, mais c'est une véritable catastrophe à l'échelle de la planète. C'est la fin de l'humanité assurée avec des réactions en chaine dans un cocktail où se bousculent des météos de plus en plus extrêmes et des industries dont la sécurité n'est garantie que dans des « conditions climatiques normales », dont les centrales nucléaires omniprésentes dans le monde occidental.



Les conséquences d'accidents tels que Tchernobyl (mai 1986) ou Fukushima (mars 2011) impactent encore notre quotidien plusieurs années après...

Mais il me faut tout de même faire une parenthèse au passage : il est entendu que la production d'énergie nucléaire est une des plus faible émissive en CO2, ce qui permet à la France d'être (avec 72% de nucléaire dans son parc de production électrique) le pays le plus « décarbonné » des sept plus grands pays industrialisés (G7). Par ailleurs on peut voir dans le film « Planet of the humans » réalisé en 2020 par **Jeff Gibbs** (produit par **Michael Moore**) que « l'énergie propre » (qui reçoit des tonnes de subventions) n'est pas sans conséquence pour l'environnement. La question du nucléaire est vaste et complexe, et comme le dit l'écologiste Julien Vidal « **La meilleure électricité, c'est celle qu'on n'utilise pas** ».

Il nous reste 10 ans pour agir sur nos rejets de CO2 et faire en sorte que l'augmentation du climat mondial n'atteigne QUE 1.5°C d'ici à 2100. Une fois qu'on aura passé ces 10 ans, nous ne pourrons plus rien faire.

Je n'arrive pas à penser à autre chose.

Je me sens tellement désolé et impuissant lorsque je vois ces millions de jeunes (forcément plus concernés) qui manifestent toutes les semaines à travers le monde avec Youth for Climate ou Fridays for Future. Tous ces mouvements sont issus du très simple happening de **Greta Thunberg** : le 21 août 2018, jour de sa rentrée en neuvième année (équivalent de la classe de troisième du système français) elle entame une grève devant le Riksdag (Parlement suédois) et appelle, sur sa pancarte, à une « grève de l'école pour le climat ».



Munich (Allemagne) Week for Climate Sept 2019



Bangkok (Thaïlande) Week for Climate Sept 2019



Sydney (Australie) Week for Climate Sept 2019



Montréal (Canada) Week for Climate Sept 2019

Ce petit évènement va avoir un écho considérable et rassembler de plus en plus de monde. Chaque semaine, de nouveaux évènements sont ainsi organisés à travers le monde par des collégiens, des lycées et des étudiants. Un an seulement après cette modeste première manifestation, on pouvait compter 9620 événements organisés dans 4376 villes éparpillées à travers le monde dans 183 pays (entre le 20 et le 27 septembre 2019 pour le grand « Week For Future »). Autant dire plusieurs millions de participants en l'espace d'une semaine !

Et même en période de confinement, les actions continuent de façon virtuelle comme par exemple le 24 avril dernier à Berlin avec un évènement qui a rassemblé virtuellement 87 000 manifestant et une vidéo qui a été vue par 230 000 personnes avec le hashtag #fighteverycrisis.

On ne peut pas ignorer ces actions. On ne peut pas rester sans rien faire, et reconstruire, à l'identique, le monde économique et consumériste qui menace la vie de l'humanité sur cette terre.

On ne peut pas se satisfaire des jolis mots d'une « écologie poétique », telle que le propose le philosophe **Alain Finkielkraut** (dans le Figaro du 28 août 2019).

L'environnementaliste **Bertrand Alliot** l'explique très bien (dans les valeurs actuelles du 8 novembre 2019) : Finkielkraut fait partie des philosophes qui « défendent toutes sortes de choses pourvu que celles-ci ne nécessitent le déploiement d'aucun effort, qu'elles n'impliquent de se priver d'aucun confort. Plaider pour l'éducation de la sensibilité ce n'est pas promouvoir un remède, c'est faire diversion. Encore un philosophe démasqué : ce n'est pas la beauté qu'il chérit plus que tout, mais le confort de sa situation qui a fait de lui l'esthète qu'il est devenu ».

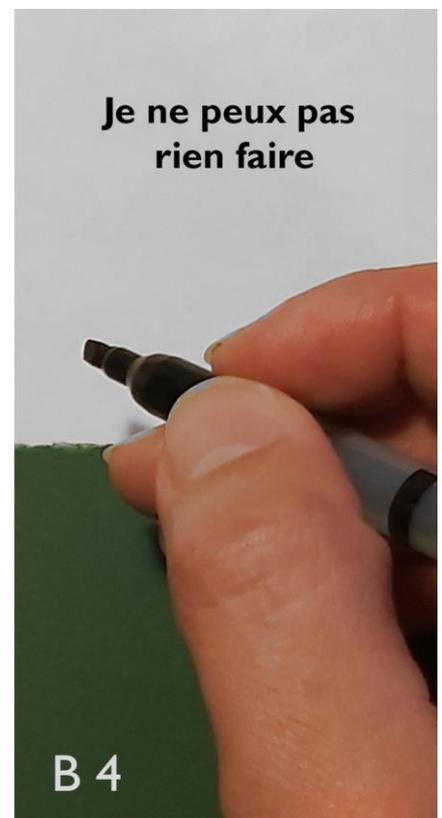
Face à cette sensation d'aller droit dans le mur en appuyant sur l'accélérateur, comme le dirait **Al Gore** dans le film « une vérité qui dérange » (sorti en 2006) ou dans son livre « sauver la planète Terre » (sorti en 1992 !) je ne peux pas rester les bras croisés.

Je ne peux pas faire de miracle, mais **je ne peux pas rien faire**.

J'ai besoin d'espoir, alors je me suis mis à imaginer ce texte que vous lisez et la grande idée qui arrive (dans 1 minute).

Comment espérer que les choses bougent avec ce texte immense (beaucoup trop long), dans le brouhaha permanent des médias et des réseaux sociaux (où l'info doit aller vite via des articles brefs et synthétiques) ? Comment imaginer qu'un texte aussi long puisse avoir le moindre écho. La moindre lecture demande du temps impossible à trouver dans nos journées, qui, même confinées (ou en voie de déconfinement) sont déjà surchargées d'activités de toutes sortes...

Et puis pour être lu par qui que ce soit, il faut d'abord imaginer que ce message soit largement diffusé... Vu mon petit réseau sur Facebook ou dans mon carnet d'adresse email, mon rêve se retrouve discrédité assez rapidement.



"Grève de l'école pour le climat" devant le parlement suédois en août 2018

Mais après tout, qu'est-ce que je risque ?

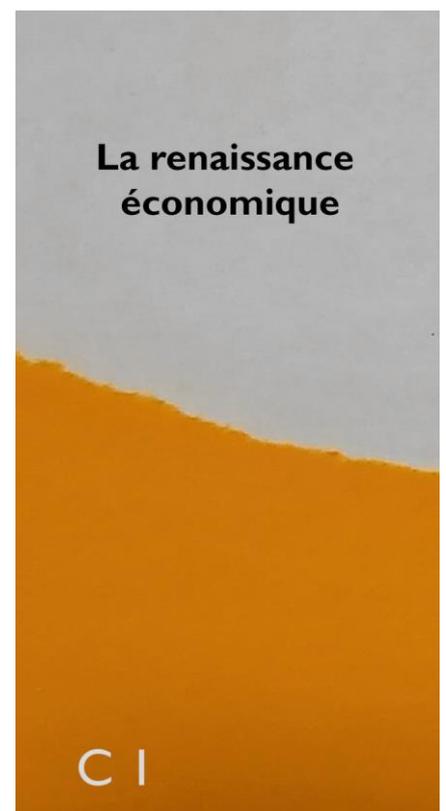
Après tout qu'est-ce que **Greta Thunberg** risquait en se posant toute seule avec une pancarte il y a deux ans ? Qu'on soit bien d'accord, je ne cherche aucunement à vivre le cauchemar médiatique de cette pauvre jeune fille. Je veux simplement faire entendre une grande idée (ça y est j'y arrive enfin).

Rentrons maintenant dans le vif du sujet.

Certains comprendront peut-être pourquoi cette introduction a été si longue... Pour les autres, je vous prie de m'excuser pour ce temps volé à votre vie courante.

Avant toute chose il faut **s'entendre sur les mots**.

Si je vous dis « **croissance économique** », certains d'entre vous vont bondir. Vont arrêter cette lecture. D'autres y trouveront plus d'intérêt. Certains y voient les mots « néo libéralisme », d'autres y verront « la croissance verte », ou encore le « green washing ». Certains y voient la seule opportunité de survivre. La seule façon d'agir. Tout autre scénario étant dans l'extrémisme d'un idéal socialiste. Comme si le monde des entreprises et leur survie n'étaient que le fait et l'inquiétude des gens de la « croissance économique ». Comme si toute autre façon d'aborder l'économie ne pouvait figurer dans la grande famille des économistes.



Comme si personne d'autre ne savait le quotidien des patrons de société. Les difficultés de garder ses actionnaires, de maintenir l'élan économique, de trouver l'équilibre de productivité. Le jonglage permanent demandant plus d'habileté qu'un circassien (un monde que je connais bien) pour réussir à ménager les emplois, la trésorerie et le carnet de commandes. Rassurer à la fois les emprunteurs et les fournisseurs. Rassurer à la fois les clients et les syndicats. Être continuellement entre le marteau et l'enclume.

Qu'on soit bien d'accord, personne n'a le monopole de la meilleure façon d'appréhender l'entrepreneuriat. Les marcheurs ne l'ont pas plus que les Insoumis ou que les Républicains. Tout le monde sait de quoi il parle. Quel que soit l'économiste, il sait de quoi il parle.

J'aurai beau tenter d'expliquer qu'une croissance économique peut être compatible avec une régularisation des marchés, une vaste politique de solidarité nationale et des investissements pour faire face aux enjeux climatiques, tant que nous utiliserons l'expression « croissance économique », chacun y entendra ce qui l'arrangera, et tout dialogue sera impossible.

Alors quel autre vocabulaire ?

La « **décroissance économique** » ?

C'est pareil, chacun s'imagine des choses en entendant cette expression.

Certains ricanent en l'entendant. D'autres s'intéressent d'un seul coup à cette lecture.

Certains y voient la seule solution possible. D'autres y voient la pire des options. La fin des haricots... Pour moi la décroissance n'est applicable qu'au cas par cas. Elle ne peut pas être imaginée à l'échelle nationale. La décroissance demande des efforts bien plus considérables que la croissance. Pour la construire, il faudrait imaginer de façon locale, des fonctionnements d'interdépendances entre les hommes et leurs éléments qui, partout, dessineraient un écosystème. C'est peut-être facile à mettre en œuvre dans certaines régions où l'agriculture est luxuriante, où le climat n'est pas trop contraignant, et où il y a une volonté politique forte (comme à Ungersheim par exemple dont la transition écologique est racontée dans le film « Qu'est-ce qu'on attend ? »), mais beaucoup moins aisé dans la plupart des coins du monde.

Alors, quels mots utiliser pour s'entendre ?

Comment trouver un terrain d'entente ?

Eh bien, je propose l'expression « **renaissance économique** ».

Il faut ce nouveau mot pour aborder les nouvelles perspectives : mener simultanément la reconstruction d'une société d'échange économique et la mise en œuvre de la neutralité carbone. De la véritable neutralité carbone. Car pour l'instant, malgré tous les efforts des pays signataires de l'accord de Paris, le mouvement de la courbe de rejet de CO² est presque inchangé.

Qu'on soit bien d'accord, la « **renaissance économique** », ce n'est pas la croissance verte. Ça ne pourra pas être la croissance verte. C'est trop incompatible avec les enjeux de cette urgence climatique. La croissance verte est une idée de l'OCDE qui a été reprise par certains écologistes qui y voient un moyen d'assurer un « minimum syndical environnemental » dans un moule néolibéral. Le truc, c'est que la neutralité carbone est absolument impossible dans

un schéma d'ultra financiarisation et des études qui ne veulent aborder l'évolution économique que par le prisme du pouvoir d'achat, de la fameuse « relance économique », le fameux regain tant espéré du pourcentage de la consommation des ménages (une donnée essentielle sur la santé économique du pays puisqu'elle représente 55 % du PIB et qu'elle explique 30 % de la variation du PIB chaque trimestre).

L'OCDE, comme son nom l'indique n'a pas d'autre intérêt que d'organiser la coopération et le développement économiques.

Donc lorsqu'elle invente la « croissance verte » (l'interprétation néo-libérale du plan d'investissement dans les énergies décarbonées appelée « Green new deal »), et qu'on voit arriver Black Rock dans une Commission européenne pour veiller au bon usage de l'argent européen investi dans l'environnement (disons pour le bon déroulement de cette croissance verte), il faut comprendre qu'il s'agit avant tout de veiller à la bonne circulation libre et décomplexée d'importants capitaux.

Il faut comprendre que le mot « environnement » disparaît assez rapidement de ladite mission... Il faut comprendre que rien, absolument rien ne peut être garanti d'un point de vue environnemental. Et c'est dommage parce qu'avec les énormes chèques que cette commission est prête à signer il y aurait beaucoup de choses à mettre en place pour garantir la neutralité carbone. Ou alors on peut imaginer qu'il s'agit de mettre en place les meilleurs spécialistes pour garantir une lutte contre les évasions fiscales (vu que Black Rock doit bien maîtriser ce secteur d'activité). Quelle ironie ! On peut toujours rêver.

Oui, donc la « **renaissance économique** » qu'est-ce que c'est au fond ?

C'est un mot dépolitisé. Une expression assez nouvelle pour n'appartenir encore à personne. Elle peut aussi bien être prise par les Marcheurs que par les Républicains, les socialistes, les verts, les insoumis, les anarchistes, les anticapitalistes et même les frontistes.

Nous avons la chance d'avoir une démocratie en bonne santé avec un très large panel de représentation politique. Maintenant il est temps que tout le monde parle la même langue. Qu'on sorte des clivages idéologiques et des clashes stériles et systématiques de l'opposition.

Il est temps de mettre au-dessus de toutes les questions, l'urgence climatique.

Je serais ravi d'entendre Emmanuel Macron s'emparer de cette expression pour imaginer le monde de demain. Après tout il est là, élu par une majorité de Français dans un suffrage universel indiscutable.

Le 13 avril dernier, il déclarait devant tous les Français « ne cherchons pas tout de suite à y trouver la confirmation de ce en quoi nous avons toujours cru. Non. Sachons, dans ce moment, sortir des sentiers battus, des idéologies, nous réinventer — et moi le premier. »



Le Château de la Muette, siège de l'OCDE à Paris dans le 16ème



Emmanuel Macron devant la pyramide du Louvre, à Paris, le soir de sa victoire aux élections présidentielles du 7 mai 2017

Et bien pourquoi pas ?
Il en a tous les pouvoirs et toute la légitimité !

Et puis lors des élections européennes de mai 2019, la liste créée par la République en Marche ne s'appelait-elle pas la « **liste renaissance** » ? (réunissant 128 colistier(e)s venant de LERM, le MoDem, Agir, la droite constructive et le Mouvement Radical Social-Libéral, et soutenue par l'UDE et l'Alliance centriste)

Pour cerner au mieux ce que pourrait être la « Renaissance économique », il faut écouter **Vincent Verzat** dans la vidéo du 17 avril dernier, qu'il a postée sa chaîne Youtube « **Partager c'est sympa** ». Vous pouvez prendre ce temps (17 minutes), mais en voici la synthèse en quelques paragraphes.

« Pour compenser les effets dévastateurs (sur l'économie) de cette pandémie, **nous sommes face à deux choix** :

1 - le piège de la dette : respecter la règle du jeu établie avant la crise en contractant une dette gigantesque pour s'en sortir à court terme... Mais y rester à long terme à cause du réchauffement climatique induit par la croissance économique. Avec ce schéma, la dette privée devient publique.

Il s'agit essentiellement de faciliter la création de nouvelles dettes pour les entreprises concernées par la crise [au moins 400 000 établissements en France]. Les Français se mettent à porter (via les impôts) l'absorption des dettes des entreprises touchées par la crise. Pour l'instant toutes les banques vont jouer le jeu, mais assez rapidement, les banques voudront de meilleures garanties et finiront par ne prêter qu'aux plus grosses entreprises, menaçant dans quelques années toutes les petites et moyennes entreprises. Les experts de tous bords peuvent faire une moue dubitative, il suffit de voir les difficultés qu'avaient déjà ces entreprises avant la crise du COVID pour comprendre que ça reviendra inexorablement. L'État devra s'endetter un peu plus pour faire face à une baisse d'activité supplémentaire (comme si celle de la crise du COVID n'était pas assez) et les banques pourront faire comme elles font depuis plusieurs années : spéculer sur ces dettes.



"Le Piège se Referme sur l'Europe | Deux Choix s'offrent à Nous"
une vidéo de la chaine YouTube "Partager c'est sympa du 17 avril 2020

Le gros de la somme sortie par la communauté européenne (750 milliards d'Euros) va vite être absorbé dans des bulles spéculatives. Ces liquidités ne serviront pas directement les citoyens, mais seulement les outils de la financiarisation. Il est même fort probable que toute cette somme disparaisse rapidement dans l'évasion fiscale, via les acteurs de la défiscalisation qui ne craignent plus d'avoir pignon sur rue...

2 - Rompre avec l'idéologie néo-libérale et inventer de nouvelles règles : il s'agirait de contourner les marchés privés. Pour cela il s'agit de redéfinir le fonctionnement de la BCE et d'en faire l'acteur majeur d'un renouveau économique vertueux. Cette formulation va paraître grossière tant les enjeux sont énormes, mais il suffit de permettre à la BCE de donner directement de l'argent aux États, aux entreprises et aux particuliers. De lui permettre de créer de l'argent sans dette en contrepartie, de la "monnaie libre".

C'est un concept développé dans le livre "monnaie écologique » écrit par **Alain Grandjean** et **Nicolas Dufrière**, (préfacé par **Nicolas Hulot**) et publié en février 2020.

Alain Grandjean Nicolas Dufrière

Une monnaie écologique



préface de
Nicolas Hulot

Il s'agirait d'intervenir en deux temps :

D'abord comme dans le premier scénario pour relancer l'économie et soutenir l'urgence sanitaire, mais à la différence du premier scénario, cette opération se ferait sans générer des dettes ingérables à long terme, puisqu'il s'agirait d'un don. Outre les hôpitaux et les entreprises, il peut s'agir de soutenir les particuliers pour faire face à des dépendances courantes, telles que le loyer [un autre problème qui touche nombre de propriétaires]. C'est ce qui s'appelle de la « monnaie hélicoptère ». Il peut y avoir la mise en place de plafonds ou de conditions d'attribution, mais il faut savoir que cette distribution d'argent au sein des foyers ne change rien aux inégalités existantes à moyen terme, et n'y pourra rien changer.



Il s'agirait seulement d'une aide exceptionnelle pour faire face à une situation exceptionnelle... [Et les États-Unis n'ont pas attendu longtemps avant de mettre en place ce type de « monnaie hélicoptère » avec la distribution de 2 000 milliards de dollars aux citoyens les plus pauvres... ce qui a seulement été ralenti par la lubie de Donald Trump : faire apposer sa signature sur chacun des chèques distribués...]

La seule limite de ce second scénario est le risque d'inflation, ce qui signifie une perte de confiance en la monnaie et une hausse drastique des prix. Mais depuis 2008, nous sommes sur une pente déflationniste. Un peu d'inflation nous ferait du bien. Et surtout il n'y aura pas d'hyper inflation si l'argent est fléché vers l'économie réelle, si la taille du « gâteau national » grandit aussi vite que la masse monétaire.

Dans un deuxième temps, après la sortie de crise, cette option passe par l'investissement ciblé vers l'économie réelle dans la transition écologique [la vraie transition écologique, à ne pas confondre avec la « croissance verte...], dans la justice sociale et dans la relocalisation des activités économiques de la France. Avec ce projet on agit beaucoup plus en profondeur et dans le long terme (qu'avec la première option), pour la sauvegarde de l'économie.

Il n'y a rien d'insensé dans ce deuxième scénario.

C'est un programme pragmatique pour faire face au désastre écologique, politique et social que l'on vit en ce moment.

Il ne dépend que de volontés politiques et de contraintes juridiques. Formellement la BCE a l'interdiction de financer directement les États ou les institutions publiques, mais elle contourne déjà l'interdiction depuis 10 ans en achetant des titres de dettes des États sur les marchés privés. Et formellement, rien ne s'oppose à ce qu'elle donne de l'argent. »



la présidente de la BCE, Christine Lagarde

Ce type de scénario, aussi fou qu'il vous paraisse, répond mieux à la sauvegarde de l'Union européenne que toutes les discussions stériles qui naît entre « les pays du Nord » et « les pays du Sud » (dont le « hold-up sémantique » autour des « Corona Bonds » n'est qu'un pas de plus dans la discorde et la crainte d'une dislocation de l'Union européenne). Ne serait-ce que

pour l'opportunité de faire perdurer l'Union européenne, je vous prie de regarder ce deuxième scénario, sans la caricature altermondialiste qui empêche toute discussion de fond. Et puis, comme le dit avec ironie le Youtubeur Usul dans sa vidéo publiée sur Médiapart, « Le monde d'après sera altermondialiste ou ne sera pas ».

Le 9 mai dernier, **Raphaël Glucksmann** énonçait dans la matinale du week-end de France Inter, les enjeux de la reconstruction de la souveraineté européenne vis-à-vis du néo-libéralisme en précisant : « Il s'agit de sortir de cette crise de la social-démocratie. (...) J'ai peur pour l'avenir de l'Union européenne, j'ai peur de ce qu'est devenu cet idéal européen de Schuman et des pères fondateurs. (...) Ce qui doit être interrogé, ce sont les dogmes qui ont présidé depuis une décennie à la construction européenne. Ces dogmes, c'est l'orthodoxie budgétaire (très vite balancée dans les poubelles de l'histoire), la concurrence libre et non faussée sur le marché intérieur et ce libre échange généralisé qui nous a rendus profondément dépendants de la Chine en particulier et des autres pays producteurs. (...) Si l'Europe n'arrive pas à nous redonner les moyens de contrôler notre destin, cette Europe-là ne survivra pas. »

Pour revenir sur les deux scénarii présentés sur la chaîne « partager c'est sympa », (le piège de la dette ou inventer de nouvelles règles) évidemment, la « **renaissance économique** » est dans la deuxième option, puisqu'il s'agit d'un renouveau. Mais la « renaissance économique », telle qu'elle est dans ma tête, ne s'arrête pas aux frontières de l'Europe. C'est un mouvement bien plus vaste.

La « renaissance économique » doit être une nouvelle façon d'aborder l'économie dans tous les pays du monde. Cette renaissance doit être universelle et mondiale. Elle doit être portée par chaque pays ou groupe de pays. Elle doit être à l'esprit de toutes les entreprises, de toutes les mairies, de tous les citoyens. Elle doit être définie, cadrée et accompagnée par tous les organes de l'ONU et de l'OCDE. Même Black Rock, le G7 et l'OTAN doivent entendre l'urgence de cette situation et devenir les acteurs de cette renaissance.

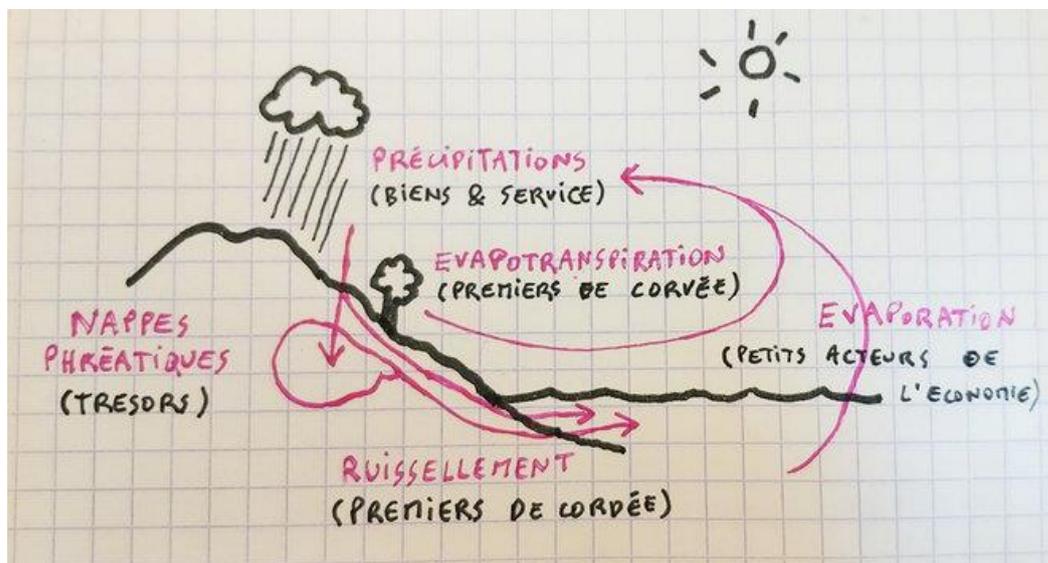
Il faut repenser la façon de faire circuler l'économie. L'argent doit circuler aussi librement et vertueusement que dans le **cycle de l'eau**.

C'est ce que certains appelleraient le « ruissellement ».

Mais l'image du « ruissellement » est limitative. C'est comme s'il n'y avait que la circulation du plus riche vers le plus pauvre... Alors que la réciproque est bien réelle, et participe même à l'enrichissement des plus riches. Selon moi, le « ruissellement » n'est qu'une des étapes de ce fonctionnement vertueux.



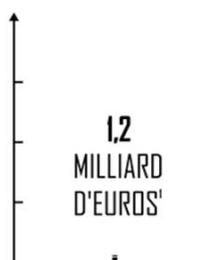
Selon moi, le bon fonctionnement de l'économie ne dépend pas seulement des « premiers de cordée » (pas seulement du « **ruissellement** »), mais aussi des « premiers de corvée » (qu'on pourrait appeler l'« **évapotranspiration** »), accompagnés d'une armée d'autres acteurs de l'économie (l'« **évaporation** ») et de tout un système complexe et interconnecté qui mêle la constitution de trésors (les « **nappes phréatiques** ») et le développement d'un réseau économique qui facilite les échanges de biens et de services (les « **précipitations** »).



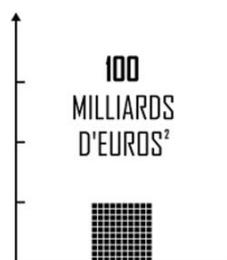
Le Cycle naturel de l'économie tel que je l'ai exposé dans le [chapitre 5](#) du projet que j'ai intitulé "ok parlons dette"

La renaissance économique, c'est tout ce cycle naturel de circulation de l'argent, en étant enfin débarrassé de la plus grande menace de cet environnement économique : l'évasion fiscale dont le résultat pourrait être comparé au **pompage régulier et illégal des « nappes phréatiques économiques »**.

CE QUE LE GOUVERNEMENT
COMTE ÉCONOMISER CHAQUE
ANNÉE GRÂCE À SA NOUVELLE
RÉFORME DES APL :



CE QUE L'ÉTAT PERD CHAQUE
ANNÉE À CAUSE DE L'ÉVASION
FISCALE DES MULTINATIONALES
ET DE GRANDES FORTUNES :



(1) Annonce de Matignon le mercredi 3 juillet 2019.
(2) 100 milliards d'euros par an, rapport "Rendez l'argent" d'ATTAC.



© L'huile dans les rouages

Comme l'explique très bien le réalisateur **Yannick Kergoat** (dans cette [interview](#) du [Nouvel Observateur](#) de [janvier 2019](#) pour parler de son projet de film "La Très Grande Évasion") « Aujourd'hui, l'évasion fiscale en France, c'est 100 milliards d'euros chaque année. 100 milliards d'euros, c'est plus que le budget de l'Éducation nationale. Et le déficit budgétaire français, c'est 83 milliards d'euros. »

À l'échelle du monde, l'évasion fiscale était estimée à 25 000 milliards d'euros en 2012 ([d'après cet article du Figaro](#)), mais on en est où en 2020 avec la facilitation et l'augmentation constante de l'évasion fiscale depuis plus de 30 ans ?

Non seulement l'évasion fiscale prive les États des moyens nécessaires pour mener leurs projets politiques, mais en plus, elle les force à imaginer des projets économiques chaque année plus libéraux, chaque année plus contraignants pour les finances et le développement du capital public. D'où une succession de plans d'austérité (de droite comme de gauche) qui ne semble jamais pouvoir endiguer l'augmentation constante depuis trente ans de la dette de la France.

Pour faire face à l'évasion fiscale, il faudrait imaginer un outil hybride entre le « **Glass-Steagall Act** » (loi adoptée par le congrès américain en 1933 séparant les banques d'investissement des banques commerciales suite au krach de 1929) et le « **cadre prudentiel des activités bancaires Bâle III** » (accord de régulations bancaires mis en place en 2010 pour faire suite à la crise financière mondiale des subprimes de 2008). Il faudrait que ce nouvel accord prenne en compte les données relatives aux urgences climatiques.



siège à Bâle (en Suisse) de "la banque centrale des banques centrales", la BRI

Mais il faudrait surtout que cet outil hybride concerne tout type d'entreprise financière. En effet, les sociétés de gestions d'actifs ou de fonds d'investissements telles que Black Rock, Vanguard Group ou Black Stone échappent à la plupart des règles de gestion financière puisqu'elles ne sont pas considérées comme des établissements bancaires.

Et puis surtout cet outil ne doit pas pouvoir être contourné ou « détricoté », comme le sont la **loi Moscovici** en France, ou la **règle Volcker** aux USA. Cet outil ne doit pas être « tué dans l'œuf » comme a pu l'être la **directive Barnier** au sein de la Commission européenne.

De même, comme l'explique l'économiste **Gaël Giraud** (dans un interview pour Thinkerview publié le 20 mars 2019), « il faut renforcer les contraintes pour sécuriser les banques ».



Gaël Giraud "Tsunami financier, désastre humanitaire ?" interview sur Thinkerview du 20 mars 2019

A l'entendre il faudrait renforcer les exigences de fonds propre de la banque (car la dangerosité des crédits est actuellement étudiée par les banques elles-mêmes) en exigeant un ratio très simple : le volume des crédits accordés divisé par le fonds propre pur. Par ailleurs, il propose de redonner le pouvoir de création monétaire aux puissances publiques telle que la Banque de France ou la BCE (comme c'est le cas aux USA avec la Federal Reserve). Il nous apprend aussi qu'à partir de la crise de 2008, les banques ont fait exploser le recours à des « Shadow banking » : Les banques se

créent un client artificiel avec leurs propres équipes qui va leur demander de l'argent et qui n'est pas soumis à la régularisation bancaire de façon à créer de la spéculation (sans avoir à s'embêter dans l'économie réel).

« La crise de 2008 avait amené une série de règles nouvelles pour le secteur bancaire, explique **Eva Joly** (dans une chronique publié dans Alternative Economique le 13 mai 2020). Celle que nous traversons, comme celles qui se profilent sur le plan climatique, ne pourront être surmontées sans en faire de même – en allant bien plus loin encore – vis-à-vis de ces mastodontes. »



La magistrate Eva Joly



L'astrophysicien Aurélien Barrau

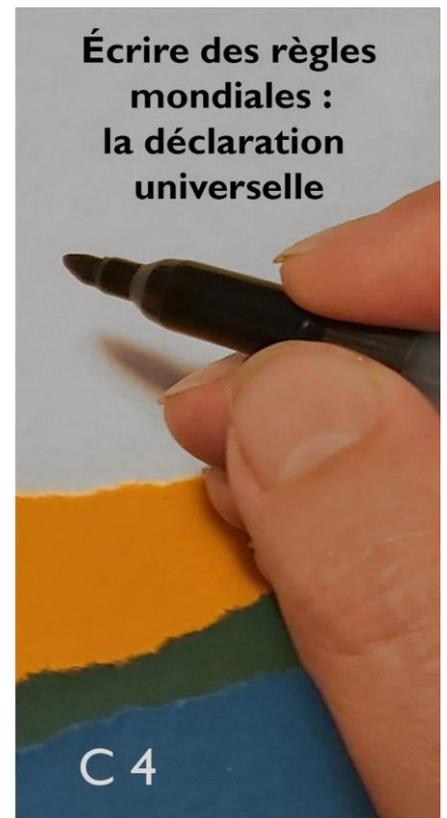
« Les réalités économiques sont contractuelles comme le dit **Aurélien Barrau** (dans un interview du 10 avril 2020) Alors que les réalités biologiques (c'est à dire les gens qui meurent) et les réalités physiques (c'est-à-dire le crash du système planétaire qui est en train d'avoir lieu) sont non contractuelles : elles se rappellent à nous et il va être temps d'être un peu sérieux. »

Moi je rêve sérieusement d'**un règlement universel**.

Je rêve qu'au milieu du « branle-bas de combat » des reprises économiques, on s'arrête juste une minute pour réfléchir tous ensemble à ce que nous sommes en train de faire.

Lorsque je dis juste une minute, c'est une image par rapport aux quelques années qu'il nous reste pour agir contre le réchauffement climatique. Il faudra sans doute des semaines, des mois, une année peut être, pour mettre en place un rêve aussi fou.

Je rêve comme les **3000 chercheurs** qui ont publié une tribune le 16 mai dernier dans 23 pays, que l'on « réécrive les règles de nos systèmes économiques pour créer une société plus démocratique et plus durable ».



Je rêve que l'ONU se lance dans la création d'une « **assemblée générale internationale de la renaissance économique** ». Je rêve qu'avec l'aide des acteurs les plus compétents (dont vous trouverez une liste à la fin de cet article), les dirigeants du monde entier parviennent à définir les règles de ce renouveau en écrivant ensemble...

...« **la déclaration universelle des règles de la renaissance économique** ».

Pris dans l'emphase de ces grands mots j'aurais adoré parler de « déclaration universelle des DROITS de la renaissance économique », pour rendre hommage à la Déclaration des droits de l'homme.

Mais plutôt que de droits, il nous faut des **RÈGLES** de bonne conduite mondiale pour assurer la pérennité de l'économie de chaque État et le bon fonctionnement des activités humaines vis-à-vis de l'obsolescence (de la planète terre) que l'homme a fabriquée.

Il faut dans cette déclaration universelle réconcilier l'écologie et l'économie.
Il faut garantir l'un et l'autre.
Préserver l'environnement de l'un et de l'autre.

Je rêve d'un grand mouvement international.
Je rêve d'une déclaration véritablement universelle.

Mais je sais bien que je ne serais pas l'acteur principal de ce projet.
Personne en particulier ne le serait puisqu'il s'agirait d'un mouvement général.

Je ne suis qu'un doux rêveur pragmatique.
Je ne suis qu'un citoyen aussi pollueur qu'un autre.



Avec certaines de mes missions à l'étranger, en Russie, aux USA, en Asie, mon empreinte carbone doit même être bien plus lourde que celle de la plupart de mes concitoyens...

Et d'ailleurs j'ai peur des conséquences de mon rêve.
J'ai peur de ce que cette renaissance économique provoquerait dans ma vie de tous les jours.
Un tel projet redéfinirait toutes mes activités professionnelles, toute ma façon de vivre et de gagner ma vie.

Mais ne vaut-il pas mieux changer de façon de vivre que perdre les conditions de la vie sur terre ? N'est-il pas temps de privilégier la vie, quelle qu'en soit la forme ? Ou le niveau ?

Lorsqu'on lit dans le Figaro du 29 avril,
que **3,3 milliards de travailleurs dans le monde risquent de perdre leurs moyens de subsistance**
au cours de ce deuxième trimestre en raison de la pandémie,

on se dit qu'il faudra de toute façon ré-imaginer les choses.



Imaginez un monde où la moitié de l'humanité a perdu son travail.

Imaginez les migrations économiques à venir.

Imaginez les zones de misères où les États n'osent plus mettre les pieds.

Imaginez le festival des positions ultra nationalistes aux portes de tous les pays.



En France, cette perte d'emploi devrait concerner 30 à 40% des actifs à moyen terme. Moins d'actifs, ça veut dire aussi, moins d'impôts, et donc moins de moyens dans l'aide sociale, dans les hôpitaux, dans l'éducation, dans la sécurité.



Imaginez la grogne sociale.

Elle serait assurément beaucoup plus importante (voire même meurtrière) que ce qui a pu exister ses dernières années sous des gilets jaunes, des blouses blanches ou des robes noires en France, et à travers le monde au Chili, au Mali, en Russie, aux États-Unis, à Hong Kong, ou en Irak derrière des masques de Casa del Papel, de Joker ou des Anonymus.

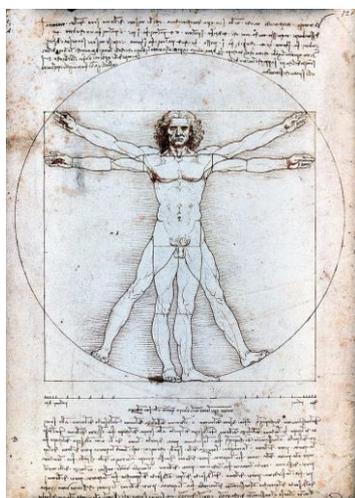
Imaginez la violence qui peut naître dans l'injustice et la misère. Dans la jalousie de voir l'opulence des plus riches.

*« Ne rien prévoir sinon l'imprévisible, ne rien attendre sinon l'inattendu »
Christian Bobin*

On ne peut pas réfléchir comme avant. Il faut de nouvelles perspectives.

Le concept même de « **perspective** » date de la « **Renaissance** ». Il date du XVe siècle.

Cette façon de "voir en 3 dimensions" marquait une étape essentielle dans la conception graphique et philosophique du monde. Au moment où d'intrépides explorateurs découvraient peu à peu un "Nouveau Monde", de courageux chercheurs bouscullaient l'ordre établi (l'obscurantisme). Les femmes et les hommes du monde découvraient peu à peu le monde



L'Homme de Vitruve, dessin de Léonard de Vinci, 1490

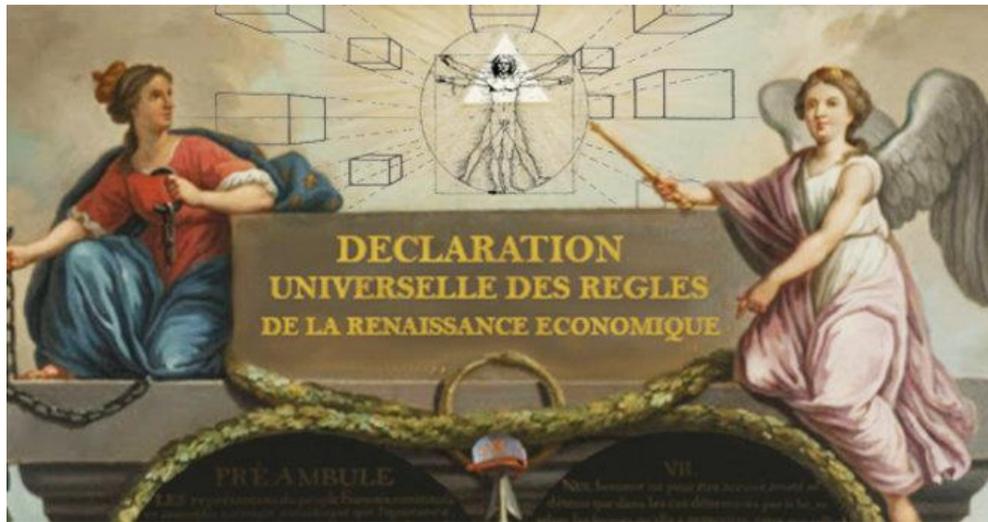
dans sa globalité, de l'infiniment grand (avec l'héliocentrisme, la gravitation et la terre sphérique théorisés par Copernic et Galilée) à l'infiniment petit (avec l'invention du microscope qui initie l'étude des micro-organismes). La conception et les mystères du monde renaissent dans les croquis de Léonard de Vinci, dont les hommages viennent de réunir au Louvre plus d'un milliard de visiteurs venus du monde entier (soit plus de 2 fois la population mondiale à l'époque de la Renaissance).

La Renaissance a bouleversé la conception humaine du temps (avec la première montre mécanique de Garamond), de la médecine (avec « la Fabrica » du médecin et anatomiste Vesale), et le partage des savoirs et des idées (avec l'invention de l'imprimerie par Gutenberg).

Comme l'humanité a su le faire il y a 600 ans, il est tant d'ouvrir les yeux sur les véritables enjeux à venir. Assez de chercheurs et de sonneurs d'alertes ont manifesté l'importance des enjeux climatiques. Assez d'économistes ont décrit la nécessité d'un renouveau économique.

Il est temps maintenant d'inventer les solutions qui permettront d'envisager l'avenir de notre humanité. Il est temps maintenant de donner des perspectives aux vérités de notre monde actuel.

Il est temps de construire ensemble la « **Renaissance économique** »



Je ne sais pas si je participerai à la rédaction de cette déclaration universelle.

Il faut qu'elle soit portée par les acteurs principaux du monde.
Moi je n'en ai ni les compétences, ni la légitimité, ni l'ambition.

Mais si ça ne tenait qu'à moi,
j'y graverais les articles fondateurs d'un avenir possible :

- 1 - Il y serait question de laisser chaque État, et groupe d'**États libres** dans la gestion de sa politique et de ses finances, sans imposer aucune doctrine ni philosophie politique, mais en garantissant le respect des règles de cette renaissance.
- 2 - Il y serait question d'une **taxe carbone**, juste, intelligente et universelle, dont l'application permettrait notamment de limiter les transports aériens et l'investissement dans des énergies alternatives (voir [cet article de Slate publié en novembre 2019](#))
- 3 - Il y serait question d'éradiquer l'**évasion fiscale** et de supprimer les paradis fiscaux.
- 4 – Il y serait question d'appliquer d'un vrai « **Green new deal** » avec une surveillance des entreprises les plus polluantes et de l'origine des capitaux qui étendent leur pouvoir.
- 5 - Il y serait question de nouvelles règles financières qui garantiraient la **sécurité économique des entreprises** (et industries) tant que celles-ci garantissent elles-mêmes le respect des règles de ce renouveau et le maintien d'un maximum d'emploi.
- 6 - Il y serait question d'obliger la participation des acteurs de l'économie numérique mondiale (dont **Google, Amazon, Facebook, Apple et Netflix** sont les plus emblématiques)

au bon fonctionnement des États qui permettent et facilitent leurs déploiements. Pourquoi ne pas imaginer une taxe universelle qui serait reversée automatiquement à l'État dans lequel est adressée la facturation ? Au vu de la bonne santé de chacune de ces entreprises, on pourrait imaginer une taxe qui ne pénaliserait pas le client, et donc indirectement l'État concerné.

7 - Il y serait question de combattre l'**obsolescence programmée**, et toute commercialisation de produits dont la fabrication et le transport présentent une empreinte carbone trop importante.

8 - Il y serait question de supprimer la production et l'utilisation de **bouteilles en plastique, d'emballages et de suremballages à usage unique** afin de freiner une pollution des océans qui détruit la biodiversité indispensable à la survie des poissons que l'on y pêche (bien souvent en trop grandes proportions) et abîme jusqu'au sel avec lequel nous cuisinons.

9 - Il y serait question de réorganiser les agricultures du monde de façon à retrouver l'**autonomie alimentaire propre à chaque pays** et de limiter les **monocultures intensives** qui appauvrissent les sols (baisse du taux de matière organique et épuisement de certains éléments nutritifs). Il est aussi aberrant de consommer tous les légumes et tous les fruits à n'importe quelle saison que de se nourrir de récoltes qui ne présentent plus aucun apport nutritionnel (apport essentiel à notre bonne santé).
L'**agriculture biologique** peut -contre toute attente - devenir un moteur d'une relance économique durable, puisque créatrice de beaucoup plus d'emplois que l'agriculture conventionnelle en proportion de surface agricole.

10 - Il y serait question de la transformation et de la conservation des aliments de façon à freiner la présence de **perturbateurs endocriniens** (voir le film documentaire « Demain tous crétiens ? » réalisé par Sylvie Gilman et Thierry De Lestrade ou ce site internet) et de garantir des **circuits de distribution** aussi **courts** que possible.

11 - Il y serait question de freiner l'utilisation des **porte-conteneurs** dont la pollution et l'empreinte carbone sont indiscutables (même si elle est, en proportion d'utilisation, moins importante que le transport routier, voir cet article des décodeurs du monde publié en novembre 2018)

12 - Enfin il y serait question d'encourager les fonctionnements économiques qui **défendent le monde du vivant** et de taxer les fonctionnements polluant **nos sols et nos mers** qui participent le plus souvent à l'augmentation du réchauffement climatique.

Il pourrait y être question de bien d'autres enjeux aussi importants que ceux-ci : sur les **transports collectifs**, sur l'accès aux produits de première nécessité (tel que l'**eau potable**), sur le « **mitage** » **des espaces ruraux**, sur le réaménagement des **friches industrielles**, sur l'**élevage intensif** et la pollution des nappes phréatiques qu'il génère, etc...

*« Lorsque la dernière goutte d'eau sera polluée,
le dernier animal chassé et le dernier arbre coupé,
l'homme blanc comprendra que l'argent ne se mange pas »*

Sitting Bull



Tout ce grand rêve paraît déjà bien ambitieux et totalement utopique, mais je me permets d'ajouter une précision : merci de faire cela en bonne intelligence.

Merci de le faire en prenant au sérieux les véritables enjeux écologiques.

Merci de ne pas nous pondre du « **green washing** » tel que l'Union européenne sait le faire depuis de trop nombreuses années. Pour prendre un exemple récent, merci de ne pas nous inventer une nouvelle norme aussi inepte que celle dite de « **Haute Valeur environnementale** ».

Ce label européen est plus le fruit des discussions avec les lobbyistes de l'agroalimentaire et de la grande distribution (dont les lobbyistes ont très souvent l'habilitation de passer dans les couloirs des Commissions européennes), que d'une réelle compréhension de la problématique écologique (telle que défendue par des lobbyistes beaucoup moins équipés pour être présents dans les couloirs des commissions).

« Avec la certification HVE », estime l'association les amis de la Terre, « l'État entend appliquer au vivant les normes issues de l'industrie. Avec cette volonté de sécurisation hygiéniste, la certification ouvre seule l'accès aux marchés et sécurise les approvisionnements des firmes avec des biocides (insecticides, fongicides, herbicides et antibiotiques...) sans améliorer les pratiques agronomiques, et vise à camoufler les risques sanitaires les plus criants de l'industrialisation ». C'est comme ça que sous un joli label tout vert, se cachent en réalité toutes les mesures chères à la grande distribution, et très peu de contraintes biologiques...



Bien sûr, cette liste imaginaire des articles de cette « déclaration universelle des règles de la renaissance économique » aurait des conséquences terribles pour des pans entiers de secteurs économiques à travers le monde. Mais ces conséquences sont-elles si terribles, en comparaison des conséquences du confinement économique mondial dont nous ne connaissons pas la durée ? Ces conséquences sont-elles si terribles en comparaison de l'impact incalculable des catastrophes climatiques qu'elles nous feraient éviter ?

Tant qu'à relancer l'économie, tant qu'à tenter de déconfiner l'activité économique, autant le faire dans un mouvement synchronisé qui permettra la pérennité de l'activité humaine dans les siècles à venir.

Il en va de la survie de notre espèce.

Il ne s'agit pas de protéger la planète qui n'a pas besoin des hommes pour continuer à tourner autour du soleil. Il s'agit de sauver l'humanité, en trouvant simplement un nouveau vocabulaire commun, la « renaissance économique », et en évitant de partir dans les violences dont on sait les hommes capables, grâce à la rédaction de règles communes.



Comme le dit **Sylvain Tesson** dans un entretien dans le Figaro du 20 mars, « L'ultra-mondialisation cyber-mercantile sera considérée par les historiens futurs comme un épisode éphémère. »

Un immense merci d'avoir trouvé le courage de lire jusqu'ici.

Si vous le souhaitez, vous pouvez prendre part à ce vaste projet en apportant votre « click » à la campagne que j'ai créée à l'adresse suivante :

bit.ly/VOTEecorenaissance

Vous pouvez faire suivre cet article en copiant/collant simplement l'adresse suivante :

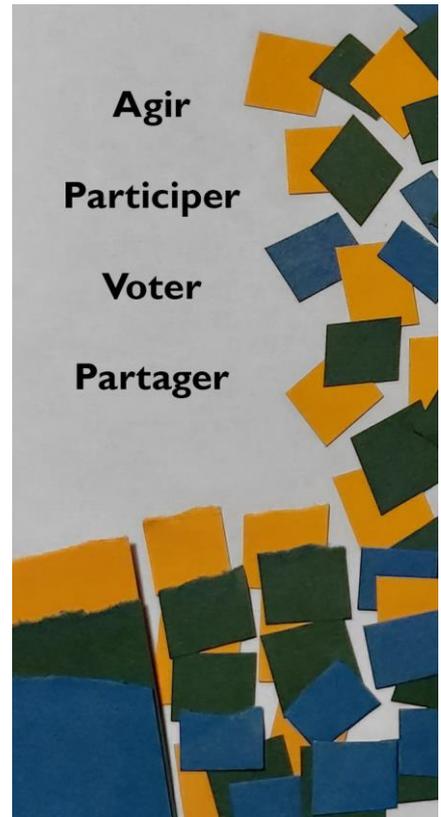
bit.ly/renaissanceco

Vous pouvez aussi partager, diffuser ou traduire ce grand article.

Merci aussi de faire vivre dans vos réseaux sociaux la simple expression :

« **Renaissance économique** »

Et les hashtags :
#renaissanceeconomique
ou **#renaissanceco**
ou **#ecorenaissance**



Merci pour votre temps,
et pour l'énergie que vous déciderez peut-être de consacrer à un rêve aussi fou...

Comme l'a chanté mon frère jumeau : « Battons la campagne mon frère ! »

Haut les cœurs

Christophe Thollet
le jeudi 21 mai 2020

Liste des destinataires que je ne connais pas, que je ne connaîtrai peut-être jamais, mais qui m'ont accompagné dans le chemin d'écriture de tout ce « ok parlons dette », et qu'il serait judicieux d'inviter à la rédaction de la « déclaration universelle des règles de la renaissance économique », soit pour qu'ils y participent, soient parce qu'ils sauront qui devrait y participer (mieux que moi assurément). Cette liste alphabétique n'est ni exhaustive ni limitative :

(Je n'ai pas l'énergie de chercher à les joindre les uns après les autres, mais si quelqu'un veut s'y mettre il/elle est le/la bienvenu, quitte à prendre le risque que ce message leur parvienne plutôt deux fois qu'une...)



Philippe Aghion (économiste, professeur au Collège de France, membre du Cercle des économistes et auteur de la « théorie de la croissance endogène »)

Amandine Albizzati (directrice des relations Institutionnelles de la Nef de 2010 à 2019, puis présidente directrice générale d'Enercoop depuis 2019)

Jacques Allard (ingénieur, entrepreneur français, créateur et directeur de Eco CO2)

Bertrand Alliot (Ingénieur maître en gestion de l'environnement et docteur en science politique de l'Université Paris-Est, administrateur de la Ligue pour la Protection des Oiseaux, président de l'association Paris-Est Nature et animateur de la WebTv naturetv)

Christophe André (psychologue, auteur de « Et si vous commenciez la méditation ? »)

Yann Arthus-Bertrand (photographe, reporter, créateur du livre de photographie intitulé « la terre vue du ciel », réalisateur des film « Human » et « Home » et créateur de la fondation GoodPlanet)

Paul Atréides (vidéaste web et chroniqueur français sous le pseudo fremen « Usul », avec lequel il signe des chroniques vidéo sur Mediapart et les réseaux sociaux, telles que « Le monde d'après » sera altermondialiste ou ne sera pas »)

Jean Aubert (fondateur et président directeur général de Smart Mobility Lab)

Matthieu Auzanneau (journalisme à la croisée de l'économie et l'écologie pour Le Monde, et Arte, directeur du Shift project et blogueur invité de la rédaction du Monde, auteur de « Or Noir, la grande histoire du pétrole »)

Aurélien Barreau (astrophysicien français spécialisé en relativité générale, physique des trous noirs et cosmologie, auteur de « Le plus grand défi de l'histoire de l'humanité »)

Clotilde Bato (présidente de Notre Affaire à tous, déléguée générale chez SOL)

Julien Bayou (militant associatif et homme politique français, conseiller régional d'Île-de-France et secrétaire national du parti EELV, auteur de « Désobéissons pour sauver l'Europe »)

Fatih Birol (économiste turc, directeur exécutif de l'Agence internationale de l'énergie)

Félicien Bogaerts (auteur, animateur de radio et de télévision, co-fondateur du Biais vert)

Fabrice Boissier (diplômé de l'Ecole Normale Supérieure et ingénieur du Corps des Mines, directeur général délégué de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie)

Ludovic Bollette (Producteur et animateur de « Mangez-local » & « Permavenir TV »)

Marc de Boni (Journaliste, formateur, scénariste, showrunner pour les chaînes YouTube « Et tout le monde s'en fout » et « #DataGueule », et auteur de « Changer le monde ça tient qu'à nous, et tout le monde s'en fout »)

Jean-Laurent Bonnafé (administrateur directeur général de BNP Paribas, président d'EPE et à l'initiative dans une tribune au « Monde » d'une "mobilisation collective pour faire de la relance économique un accélérateur de la transition écologique" avec plus de quatre-vingt-dix dirigeants d'entreprises françaises et internationales appellent)

Olivier Boucher (directeur de recherche au CNRS et coordinateur du chapitre « Nuages et Aérosol » dans les derniers rapports du GIEC)

Dominique Bourg (philosophe franco-suisse, professeur honoraire à l'université de Lausanne, candidat aux élections européennes de 2019 en France à la tête de la liste Urgence écologie, et auteur de « Le Marché contre l'humanité » et « Une nouvelle terre »)

Yvan Bourgnon (skipper franco-suisse, président fondateur de « the SeaCleaners »)

Claude et Lydia Bourguignon (ingénieurs agronomes français, fondateurs du Laboratoire d'analyse microbiologique des sols, auteurs du « Manifeste pour une agriculture durable » et défenseurs de la préservation de la biomasse et des micro-organismes)

François Bourse (directeur d'études à Futuribles, où il dirige le « prospective lab »)

Paul Boosz (Diplômé de l'école des Ponts et Chaussées et d'un Master de Machine Learning de l'université Paris-Saclay, chargé de projet au Shift project où il participe à la création du portail de données ainsi que sur le projet d'étude de la mobilité en Vallée de la Seine)

Juan Branco (avocat et activiste politique franco-espagnol, conseiller juridique en France de Julian Assange et auteur de « Crépuscule »)

Jean-François Bréon (chercheur au Laboratoire des Sciences du Climat et de l'Environnement)

Sylvain Breuzard (chef d'entreprise et président de Greenpeace France)

Pierre Calame (ancien haut fonctionnaire français du ministère de l'Équipement, président du Conseil de fondation de la Fondation Charles Léopold Mayer, Membre du Comité des Fondateurs du Forum China-Europa et auteur d'un « petit traité d'écologie »)

Cédric Carles (designer franco-suisse, fondateur et CEO de l'Atelier21 et du Solar Sound System)

Barnabé Chaillot (bricoleur défenseur de l'énergie renouvelable sur sa chaîne Youtube)

Edouard Chaulet (maire de Barjac, conseiller général du Gard et initiateur d'une cantine scolaire biologique qui a influencé la reconversion des agriculteurs locaux et amélioré la santé des élèves, un projet présenté dans le film du réalisateur Jean Paul Jaud « Nos enfants nous accuseront »)

Christian Chavagneux (docteur en économie, journaliste économique pour France Inter et Alternatives Economiques et auteur en 2003 de « les paradis fiscaux » et de l'article sur la dette publique qui a servi de point de départ au premier chapitre de ce « ok parlons dette »)

Lénie Cherino (comédienne et co-auteure de la chaîne YouTube « professeur Feuillage »)

Samuel Churin (comédien et coordination des intermittents et des précaires)

Hugo Clément (journaliste français, militant pour le bien-être animal)

Yves Cochet (homme politique et mathématicien français, auteur de « pétrole apocalypse » et « devant l'effondrement »)

Daniel Cohen (économiste français, auteur de « il faut dire que les temps ont changé, chronique fiévreuse d'une mutation qui inquiète »)

Olivier Cohen de Timary (Fondateur & Directeur de la rédaction de Socialter)

Gabriel Colletis (Professeur agrégé de Sciences économiques à l'université de Toulouse 1, membre du conseil d'administration de l'Association Française d'Economie Politique, auteur de « L'Urgence Industrielle ! » et co-auteur avec Bernard Paulré de « Les nouveaux horizons du capitalisme : pouvoirs, valeurs, temps »)

Éric Coquerel (communicant et homme politique français, coordinateur du Parti de gauche et ancien conseiller régional d'Île-de-France, élu député pour La France insoumise, auteur de « Au cœur du front de gauche »)

Thierry Crouzet (écrivain et blogueur français, auteur du « Cinquième pouvoir », et de « l'alternative nomade »)

Philippe Cury (directeur de recherche à l'Institut de recherche et de développement)

Boris Cyrulnik (neuropsychiatre français, auteur en 2009 de « Resilience »)

Alain Damasio (écrivain de science-fiction et de dystopies politiques, organisateur de soirée antropocène avec Pablo Servigne, et auteur de « La Horde du Contrevent » et « Les Furtifs »)

Stéphanie Debruyne (rédactrice en chef adjointe de Futuribles, et secrétaire de rédaction de la revue Futuribles)

Maxime Déchelle (humoriste, vulgarisateur scientifique et vidéaste français, connu sous le nom de scène de Max Bird, le nom de sa chaîne Youtube)

Jared Diamond (géographe, biologiste évolutionniste, physiologiste, historien et géonomiste américain, professeur de géographie à l'université de Californie à Los Angeles (UCLA) et auteur de « Collapse »)

Cyril Dion (écrivain, réalisateur du film « Demain », militant écologiste, co-fondateur du « mouvement Colibris », créateur de la collection du « domaine du possible » chez Acte Sud, du magazine « Kaizen » et initiateur du « collectif citoyen pour le climat »)

Julien Dossier (enseignant à HEC, fondateur et CEO de l'agence Quattrolibri, auteur de "Renaissance écologique" et de "Paris change d'ère", une commande de la ville de Paris dans le cadre de ses réflexions pour la construction d'une ville neutre en carbone)

Pierre Dubreuil (Directeur général de l'office français de la biodiversité)

Nicolas Dufrene (Haut fonctionnaire, spécialiste des questions institutionnelles, monétaires et des outils de financement publics, directeur de l'Institut Rousseau dont il expose la philosophie dans cet article, auteur avec Alain Grandjean de "Une monnaie écologique")

Mathieu Duméry (comédien, scénariste et producteur de la chaîne YouTube « professeur Feuillage », et auteur de l' "écolo book")

Cécile Duflot (femme politique française, ministre du Logement et de l'Égalité des territoires de mai 2012 à mars 2014, directrice générale d'Oxfam France et auteur de « le Grand virage »)

Maxime Efoui-Hess (Ingénieur spécialiste du climat et de la modélisation, ancien collaborateur sur les mécanismes physiques du développement caniculaire en climat futur en France et en Europe, au sein du Centre européen de recherche et de formation avancée en calcul scientifique, chef de projet au sein du Shift project où il travaille sur les technologies de l'information et de la communication, et co-auteur avec Hugues Ferreboeuf du rapport « Lean ICT – Pour une sobriété numérique »)

Marc Endeweld (Journaliste indépendant, auteur de « L'ambigu monsieur Macron »)

Anne Eydoux (maîtresse de conférences au CNAM, chercheuse au Centre d'études de l'emploi et du travail (CEET) et au Laboratoire interdisciplinaire de sociologie économique, auteure de « La Grèce ancienne »)

Olivier Favereau (économiste français).

Geneviève Féron-Creuzet (docteure en droit international économique, ancienne collaboratrice pour AIE, l'OCDE et le HCR. Présidente du bureau d'études Casabee et associée fondatrice du cabinet Prophil, elle a aussi fondé l'ARESE, première agence française de notation sociale et environnementale sur les entreprises cotées, directrice de l'agence Core Ratings puis membre du comité exécutif d'Eiffage et directrice développement durable de Véolia Environnement, vice-présidente de la FNH et de Shift project, et auteure de « le Crépuscule fossile »)

Larry Fink (homme d'affaires américain président-directeur-général de l'entreprise BlackRock).

Sylvain de Forges (polytechnicien (X74) et diplômé de l'ENA, ancien directeur général de l'Agence France Trésor et ancien directeur Général délégué finances, stratégie et perspectives d'AG2R la Mondiale après un passage chez Véolia Environnement, président du Conseil de surveillance de Spread Research, administrateur du Shift project)

Jean-Baptiste Fressoz (historien, chercheur au CNRS - Centre Alexandre Koyré de l'EHESS -, auteur de "L'apocalypse joyeuse" "Une histoire du risque technologique" et co-auteur, avec Christophe Bonneuil, de "L'Événement Anthropocène ")

Philippe Frémeaux (journaliste économique et éditorialiste au magazine économique Alternatives économiques)

Jean-Baptiste Fressoz (historien, chercheur au CNRS - Centre Alexandre Koyré de l'EHESS -, auteur de "L'apocalypse joyeuse" "Une histoire du risque technologique" et co-auteur, avec Christophe Bonneuil, de "L'Événement Anthropocène ")

Jean Gadrey, (économiste français spécialiste des services et indicateurs de richesses, ancien professeur à l'université Lille-1, ancien président d'une commission du CNIS et acteur de la Commission Stiglitz, membre du Conseil scientifique de l'organisation Attac et auteur de "Adieu à la croissance" et de "La théorie économique libérale ou néoclassique")

Jean-Noël Geist (Diplômé de Sciences-Po Strasbourg et de l'Université de Thessalonique en études européennes, chargé des affaires publiques, de la communication et l'événementiel du Shift project où il assure aussi le secrétariat de l'association Expérience P2E, qui expérimente depuis 2016 le Passeport Efficacité Énergétique)

François Gemenne (spécialiste en géopolitique de l'environnement, chercheur en science politique à l'université de Liège (CEDEM) et à l'université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines (CEARC), et chercheur associé au CERI au Médialab de Sciences Po, membre du GIEC et auteur de « L'enjeu mondial : l'environnement » et de « l'Atlas de l'anthropocène »)

Jeff Gibbs (compositeur de musique et films et réalisateur de « Planet of the Humans »)

Pierre Gilbert (Diplômé de Sciences Po Grenoble, directeur du service écologie du média Le Vent Se Lève, consultant dans le domaine de la prospective climatique, responsable des affaires générales au sein du conseil d'administration de l'institut Rousseau)

Gaël Giraud (chef économiste de l'agence française de développement, jésuite, prêtre catholique et auteur de « illusion financière »)

Raphaël Glucksmann (essayiste et homme politique français, auteur de « Les enfants du vide »)

Romarc Godin (journaliste macroéconomiste à Médiapart, ancien rédacteur en chef des dossiers économiques pour la Tribune, auteur de « La guerre sociale en France » et d'un article intitulé « Union européenne: la dette perpétuelle est-elle une solution miracle ? »)

Julien Goetz (acteur, producteur, auteur et voix des vidéo YouTube « #datagueule »)

Al Gore (homme d'affaires et politique américain, vice-président des États-Unis de 1993 à 2001, auteur en 1992 de « sauver la planète Terre » et dont les conférences ont inspiré le film « Une vérité qui dérange" réalisé par Davis Guggenheim en 2006)

Alain Grandjean (économiste et polytechnicien, associé-fondateur de Carbone 4, président de la fondation Nicolas Hulot et auteur avec Nicolas Dufrene de "Une monnaie écologique")

Pascal Greboval (rédacteur en chef du magazine Kaizen)

André-Jean Guérin (polytechnicien (X69) et ingénieur général des eaux, des ponts et des forêts, ancien haut-fonctionnaire du ministère de l'environnement, ancien directeur de la Fondation Nicolas Hulot pour la Nature et l'Homme dont il est actuellement le trésorier, et conseiller au CESE, membre de l'Académie de l'Agriculture, président de l'association A Tree For You et auteur du blog Sentiers – Entre deux et administrateur du Shift Project)

José Ángel Gurría Treviño (économiste et diplomate mexicain, secrétaire général de l'OCDE depuis le 1er juin 2006 et auteur de « La política de la deuda externa »)

António Guterres (homme d'État portugais membre du Parti socialiste, et secrétaire général des Nations unies depuis le 1er janvier 2017)

Joanna Haight (physicienne britannique, membre de la Royal Society)

Anne Hidalgo (femme politique française, possédant également la nationalité espagnole, elle est la première femme maire de Paris depuis 2014 où elle mène une politique contre le dérèglement climatique, et auteure en 2018 de « respirer »)

François Hollande (haut fonctionnaire et homme d'État français, président de la République du 15 mai 2012 au 14 mai 2017, organisateur de la COP21 et auteur en 2019 de « Répondre à la crise démocratique »)

Nicolas Hulot (journaliste, animateur et producteur de télévision, fondateur de la fondation pour la Nature et l'Homme, ancien ministre de l'environnement et auteur de « pour un pacte écologique »)

Pierre Jarlier (architecte de formation, homme politique français, maire de Saint-Flour depuis 1993, sénateur du Cantal de 1998 à 2015 au sein du groupe Union des démocrates et indépendants, secrétaire national de l'Assemblée des communautés de France, membre du Bureau de l'Association des maires de France où il préside la commission Aménagement, Urbanisme et habitat, président de la Cerema)

Yannick Jadot (militant écologiste et homme politique français, directeur des campagnes de Greenpeace France de 2002 à 2008, porte-parole de L'Alliance pour la planète, député européen et auteur de « Aujourd'hui tout commence »)

Katrín Jakobsdóttir (femme d'État islandaise. Écologiste, féministe et anti-militariste, elle est membre de l'Althing, le parlement islandais, depuis 2007 et Première ministre d'Islande depuis le 30 novembre 2017).

Jean-Marc Jancovici (ingénieur français, chef d'entreprise, consultant, enseignant sur les thèmes de l'énergie, président du Shift project et du climat et auteur de « Changer le monde, tout un programme ! » et « Dormez tranquille jusqu'en 2100 »)

Eva Joly (magistrate au pôle financier franco-norvégienne, devenue femme politique en France, députée européenne dans la circonscription Île-de-France, avocate au barreau de Paris2, et auteure de « Est-ce dans ce monde-là que nous voulons vivre ? »)

Paul Jorion (anthropologue, sociologue et essayiste belge, auteur de « se débarrasser du capitalisme est une question de survie », « penser tout haut l'économie avec Keynes » et « à quoi bon penser à l'heure du grand collapse »)

François de Jouvenel (directeur de Futuribles, rédacteur en chef de Vigie, directeur de la publication Futuribles, délégué général de Futuribles International)

Hugues de Jouvenel (directeur d'études pour Futuribles, rédacteur en chef de la revue Futuribles)

Jean Jouzet (climatologue, vice-président du groupe scientifique du GIEC de 2002 à 2015)

Zeynep Kahraman-Clause (économiste et économètre diplômée de la Toulouse School of Economics, coordinatrice de l'ensemble des projets de recherche du think tank Shift project, où elle a développé le Portail de données énergie-climat et travaillé sur un projet de recherche en économie visant à démontrer la relation causale entre l'énergie et le PIB avec Gaël Giraud, elle est co-auteure du livre « Décarbonons ! 9 propositions pour que l'Europe change d'ère »)

Arthur Keller (ingénieur en aérospatiale de formation, formateur sur les stratégies de transition écologique et de résilience, intervenant par exemple dans un interview pour savoir « que faire face aux risques d'effondrement du monde contemporain ? »)

Yannick Kergoat (scénariste, monteur et réalisateur des films « Les Nouveaux Chiens de garde » et la « Très Grande Evasion »)

Naomi Klein (journaliste, essayiste réalisatrice et altermondialiste canado-américaine, auteure de « La stratégie du choc »)

Agny Kpata (citoyenne tirée au sort pour faire partie des 150 membres de la « convention citoyenne pour le climat »)

Mathieu Labonne (président et directeur général de la SCIC du projet Oasis dont il est à l'origine et assure la coordination, coordinateur du pôle soutien du mouvement Colibris)

Christine Lagarde (avocate, femme d'affaires et femme politique française, ministre déléguée au Commerce extérieur de 2005 à 2007, ministre de l'Agriculture et de la Pêche en 2007, ministre de l'Économie de 2007 à 2011, directrice générale du Fonds monétaire international de 2011 à 2019 et présidente de la Banque centrale européenne depuis 2019)

Frédéric Laloux (coach indépendant en entreprise après un parcours de dix ans dans un cabinet international de conseil en stratégie, auteur de « Reinventing organizations »)

Véronique Lamblin (directrice d'étude pour Futuribles, rédactrice pour la Vigie)

Axel Lattuada (réalisateur, scénariste, comédien et monteur de la chaîne Youtube « Et tout le monde s'en fout »)

Bruno Latour (philosophe, sociologue, auteur d'une « Enquête sur les modes d'existence » et d'un questionnaire pour aider à « s'auto-décrire »)

Christine Lejoux (Journaliste Finance pour La Tribune où elle a créé une série sur la « (non) régulation bancaire » en 5 parties :1 Sandy Weill, l'homme qui a défait le Glass-Steagall Act ; 2 comment le lobby a neutralisé les lois "anti prêts-rapaces" ; 3 comment les banques françaises ont détricoté la loi Moscovici ; 4 la colère de la Banque d'Angleterre contre le lobby bancaire ; 5 Goldman Sachs, ou comment contourner la règle Volcker)

Benjamin Lemoine (sociologue, chercheur au CNRS et à l'Institut de recherche interdisciplinaire en sciences sociales, université Paris-Dauphine, et auteur de « L'ordre de la dette »)

Franck Lepage (militant de l'éducation populaire, notamment connu pour avoir créé le concept de « conférences gesticulées »)

Elliot Lepers (designer, entrepreneur, militant politique français, fondateur de « le mouvement » et coordinateur de la campagne « On est prêts »)

Michel Lepetit (administrateur indépendant dans les secteurs de l'assurance vie et des infrastructures, polytechnicien, ancien cadre dirigeant des groupes Compagnie Bancaire, Crédit local de France, Caisse d'épargne et AXA, chercheur en histoire économique de l'énergie et de la finance au LIED et expert de la chaire académique Energie et prospérité, vice président du Shift project au sein duquel il pilote l'Observatoire 173 Climat)

Arnaud Leroy (homme politique français, président du conseil d'administration de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie depuis 2018)

Xavier Leroux (écologue, directeur du réseau européen BiodivERsA)

Vincent Lindon (acteur, réalisateur et scénariste français, prix d'interprétation au Festival de Cannes 2015 et César du meilleur acteur en 2016 pour son rôle dans le film La Loi du marché, à l'initiative du « projet Jean Valjean » partagé dans une vidéo sur Médiapart)

Pauline Londeix (militante, chercheuse et écrivaine française)

Frédéric Lordon (philosophe et économiste français, chercheur au Centre de sociologie européenne et directeur de recherche à la section « Sciences philosophiques et philologiques, sciences de l'art » du CNRS, et auteur de « Capitalisme, désir et servitude »)

Emmanuel Macron (un haut fonctionnaire, ancien banquier d'affaires chez Rothschild & Cie et homme d'État français, fondateur du mouvement en marche, président de la République française depuis le 14 mai 2017 et auteur de « Révolution »)

Bunny McDiarmid (militante écologiste néo-zélandaise, ancienne directrice exécutive de Greenpeace international et membre de l'équipage du Rainbow Warrior)

Dominique Méda (Normalienne, énarque et inspectrice générale des affaires sociales, philosophe et sociologue française et auteur de « Le travail, une valeur en voie de disparition ? »)

Jean-Luc Mélenchon (homme politique français, ministre délégué à l'Enseignement professionnel de 2000 à 2002, élu député européen en 2009 et en 2014, et auteur du programme « l'avenir en commun » et « De la vertu »)

Jean-Claude Mensch (retraité de l'industrie minière, maire de Ungersheim, village dont le film de Marie-Monique Robin « Qu'est-ce qu'on attend ? » raconte la transition écologique)

Vincent Mignerot (fondateur de l'association Adrastia)

Alain Minc (conseiller politique, essayiste et dirigeant d'entreprise français, auteur de « voyage au centre du système » et défenseur dans une tribune des Echos, d'une dette publique à perpétuité)

Michael Moore (écrivain, réalisateur et producteur américain de documentaires engagés)

Patrick Moore (consultant canadien, l'un des premiers présidents de l'organisation non gouvernementale Greenpeace, et réalisateur du film « Les seigneurs de la mer »)

Serge Morand (écologue et biologiste de l'évolution, spécialiste en écologie parasitaire, auteur en 2016 de « La Prochaine Peste, une histoire globale des sociétés et de leurs épidémies »)

Laurent Morel (diplômé de Centrale Paris, dirigeant d'entreprises (automobile, véhicules industriels, immobilier, financement) il a notamment été Président du directoire du groupe Klépierre, membre de la Fondation Palladio et président de l'Institut Français pour la performance du bâtiment (IFPEB) et Administrateur du Shift project où il co-pilote avec Michel Lepetit un travail sur la notation du risque climat)

Edgar Morin (sociologue et philosophe français de 98 ans, auteur de « terre Patrie » en 1993, dans lequel il appelle à une « prise de conscience de la communauté du destin terrestre »)

Jennifer Morgan (militante écologiste américaine investie dans WWF, Climate Action Network et E3G et ex directrice de World Resources Institute, et Greenpeace International)

Baptiste Morizot (enseignant-chercheur en philosophie français et auteur de « Ce mal du pays sans exil. Les affects du mauvais temps qui vient »)

Paloma Moritz (Journaliste et réalisatrice indépendante et redac cheffe de « on est prêts »)

Kumi Naidoo (défenseur des droits de l'homme originaire d'Afrique du Sud, ancien directeur exécutif de Greenpeace international et Secrétaire général d'Amnesty International depuis 2018 et éditeur du livre « Civil Society at the Millennium »)

Sophie Noucher (journaliste et auteur de « le plastique c'est pas automatique »)

Claire Nouvian (militante écologiste française, ancienne journaliste, productrice, réalisatrice de documentaires animaliers et scientifique, fondatrice et présidente de l'association bloom, autrice du livre « Abysses » et commissaire de l'exposition du même nom)

Jean-Pierre Orfeuil (ingénieur civil de l'École des Mines de Paris et docteur en statistiques de l'Université Pierre et Marie Curie, théoricien de « l'effet barbecue » et auteur de « La mobilité, nouvelle question sociale ? » et « Accès et mobilités. Les nouvelles inégalités sociales »)

Matthieu Orphelin (homme politique et ingénieur français, auteur de « Je ne marche plus »)

Magalie Payen (chargée de production, Youtubeuse, Présidente de MP Productions, fondatrice et organisatrice du mouvement « On est prêts »)

Thierry Pech (essayiste, directeur du think tank Terra Nova et auteur de "le temps des riches")

Gilles Perret (réalisateur documentariste français, co-fondateur du CNNR)

Benoît Piédallu (responsable informatique chez Arkamys, membre de La Quadrature du Net)

Thomas Piketty (économiste français, directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales et auteur de « Capital et idéologie » et « le Capital au XXIe siècle »)

Éric Piolle (ingénieur et homme politique français, membre d'EELV, conseiller régional de Rhône-Alpes de mars 2010 à avril 2014, maire de Grenoble depuis les élections municipales de 2014, et auteur de « Grandir ensemble, les villes réveillent l'espoir »)

Thomas Porcher (économiste, membre du collectif Les économistes atterrés, professeur à PSB Paris School of Business et essayiste français)

Richard Powers (écrivain américain, auteur de "le massacre des arbres")

Pierre Rabhi (essayiste, agriculteur, fondateur du « mouvement Colibris » et défenseur de l'agroécologie et de la permaculture)

Nicolas Raillard (ingénieur en stratégie système puis chef de projet de Shift project)

Kate Raworth (économiste britannique, auteure de « La théorie du Donut »)

Cédric Ringenbach (ingénieur, diplômé de l'École Centrale de Nantes, directeur du Shift Project de 2010 à 2016, créateur de « la Fresque du Climat » en 2015)

Denis Robert (journaliste d'investigation, plasticien, et auteur de « La domination du monde »)

Carter Roberts (président et CEO du World Wildlife Fund aux États-Unis)

Vincent Rondereux (journaliste, blogueur et auteur de « Climat, comment tout changer »)

Dominique Rousseau (professeur de droit constitutionnel à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, ancien membre du Conseil supérieur de la magistrature de 2002 à 2006, co-directeur de l'École de droit de la Sorbonne en octobre 2013 et directeur de l'UMR 8103 de droit comparé de l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne en septembre 2014 et membre du Tribunal constitutionnel d'Andorre depuis avril 2016)

Bertrand Rothé (Agrégé d'économie Professeur à l'Université Cergy-Pontoise)

François Ruffin (journaliste, essayiste, homme politique, créateur du journal Fakir, réalisateur du film « Merci Patron » et co réalisateur avec Gilles Perret du film « J'veux du soleil »)

Francis Saucy (docteur ès sciences, biologiste suisse, employé à l'Office fédéral de la statistique, Francis Saucy, apiculteur amateur et blogueur)

Dominique Schnapper (sociologue et politologue française, et auteur de « L'esprit démocratique des lois » et « la compréhension sociologique »)

Daniel Schneidermann (journaliste français, directeur et présentateur de l'émission « Arrêt sur images » et auteur de "pouvoir dire stop »)

Gaetan Seny (Entrepreneur juridique indépendant, co-fondateur de Froidefontaine et de Trans-Mutation)

Pablo Servigne (ingénieur agronome de formation, auteur avec Raphaël Stevens du concept de « collapsologie »)

Olivier Sidler (expert français en maîtrise de l'énergie, ancien directeur du bureau d'études thermiques Enertech, membre fondateur de l'association négaWatt)

François Siegel (Co-fondateur GSPRESSE et de la revue We Demain)

Agnès Sinaï (journaliste environnementale et enseignante française, fondatrice de l'institut Momentum et co-auteur avec Yves Cochet de « Sauver la terre »)

Sylvain Tesson (écrivain voyageur français. Géographe de formation, auteur de « Un été avec Homère », et de quelques « aphorismes sous la lunes et autres pensées sauvages »)

Hugo Travers (journaliste et vidéaste Web sur sa chaîne Youtube « HugoDécrypte »)

Chris D. Thomas (professeur au Département de biologie à l'Université de York et membre de la Royal Society depuis 2012, auteur de « Inheritors of the Earth »)

Greta Thunberg (collégienne et militante écologiste suédoise, initiatrice des mouvements mondiaux de manifestations pacifiques « Fridays for Future » et « Youth4climate »)

Aurélien Toncelli (fondateur et coordinateur chez SupporTerre)

Stanislas van Wassenhove (avocat belge francophone, spécialisé en droit social, auteur de « Coworking, une solution pour l'avocat du futur ? »)

Victor Vauquois (scénariste, "alternatibistes", chargé de campagne et de partenariat pour la chaîne YouTube « Partager c'est sympa »)

Vincent Verzat (vidéaste activiste et youtubeur sur la chaîne « Partager c'est sympa »)

Julien Vidal (écologiste et fondateur de "ça commence par moi")

Quitterie de Villepin (citoyenne et activiste, initiatrice du mouvement #mavoix, engagée en faveur d'une mode éthique, elle interpelle Auchan sur sa responsabilité dans la tragédie du Rana Plaza au Bangladesh)

Clémence Vorreux (Diplômée de Sciences Po Strasbourg où elle a obtenu un Master en Politiques Européennes et Affaires Publiques, ancienne collaboratrice à la Fédération des Agences et Régions Européennes pour l’Energie et l’Environnement à Bruxelles, chargée de mission affaires publiques au Shift project où elle a travaillé sur la mobilité périurbaine, et co-auteurice du rapport « Mobiliser l’enseignement supérieur pour le climat » du Shift)

Paul Watson (militant écologiste canadien et fondateur de Sea Shepherd Conservation Society)

Frédéric Weill (directeur d’études pour Futuribles)

Jean-Luc Wingert (ingénieur conseil dans le domaine des questions énergétiques et du développement durable, auteur en 2005 de « La vie après le pétrole »)

Muhammad Yunus (économiste et entrepreneur bangladais connu pour avoir fondé, en 1976, la première institution de microcrédit, la Grameen Bank, prix Nobel de la paix en 2006, et auteur d'une tribune dans "le Monde" résumée par ce titre « La crise du coronavirus nous ouvre des horizons illimités pour tout reprendre à zéro »)

Jean Ziegler (homme politique altermondialiste, sociologue suisse et auteur de « Le Capitalisme expliqué à ma petite-fille (en espérant qu'elle en verra la fin) » et de « La haine de l’occident »)

Lionel Zinsou (économiste franco-béninois, Premier ministre du Bénin de juin 2015 à avril 2016, fondateur et Managing Partner de SouthBridge et président du think tank Terra Nova)

Michelle Zufferey (ethnologue, secrétaire à Uniterre)